

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

WOENSDAG 22 OKTOBER 2008

Voormiddag

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 22 OCTOBRE 2008

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.21 uur en voorgezeten door mevrouw Mia De Schamphelaere.
La séance est ouverte à 10.21 heures et présidée par Mme Mia De Schamphelaere.

01 Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "la maltraitance envers les personnes âgées" (n° 7636)

01 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris voor Gezinsbeleid, toegevoegd aan de minister van Werk, en wat de aspecten inzake personen- en familierecht betreft, toegevoegd aan de minister van Justitie over "het mishandelen van ouderen" (nr. 7636)

01.01 **Xavier Baeselen** (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, je vous avais interrogé au printemps dernier sur le problème de la maltraitance des personnes âgées, à l'occasion d'une journée de sensibilisation organisée en Communauté française à ce sujet.

Dans votre réponse, vous aviez évoqué certains projets soit déjà en cours soit que vous comptiez développer, notamment en apportant votre soutien à la mise en œuvre de plusieurs dispositifs. Vous deviez également prendre des contacts avec le secteur.

Je souhaitais donc savoir où vous en étiez. Quel est votre agenda pour cette question de la maltraitance des personnes âgées, qui touche malheureusement de plus en plus de personnes, qu'elles se trouvent chez elles ou en institution?

01.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État: Monsieur Baeselen, dans ma réponse du 11 juin 2008 à votre question sur la maltraitance des personnes âgées, j'attirais votre attention sur le caractère transversal de cette thématique, à la fois quant aux raisons de cette violence, quant aux compétences constitutionnelles à mettre en œuvre et quant à la multiplicité des acteurs.

Depuis ma réponse de juin, il y a eu les vacances et j'avoue que, depuis trois semaines, nous connaissons une actualité particulièrement chargée. Des débats auront lieu autour du statut d'incapacité. Il existe une véritable volonté d'avancer et de trouver des solutions pour les seniors.

Je dois aussi mentionner la préparation imminente du Plan national contre la violence entre partenaires pour les années à venir. Cela vaut également pour les personnes âgées. Mes services ont donc noué une série de contacts à ce propos, notamment avec plusieurs associations. Nous essayons aussi d'identifier les coordinations et les articulations à établir entre les niveaux de pouvoir en rapport avec ces deux points importants inscrits à l'agenda que sont le statut des incapables et le Plan national contre la violence entre partenaires dans les années futures.

Des réunions sont planifiées, même si je ne puis pas vous communiquer aujourd'hui de calendrier précis.

Je propose de vous informer des premiers contacts qui seront pris, sans doute vers la fin de l'année. Nous allons déterminer un état des lieux et un calendrier des réunions. Ceux qui le souhaitent y seront associés, ces matières faisant l'objet d'un consensus qui dépasse les clivages politiques.

01.03 **Xavier Baeselen** (MR): Je remercie M. le secrétaire d'État, qui confirme qu'il s'agit bien d'un chantier

en cours. Une conférence interministérielle a-t-elle été réunie ou le sera-t-elle prochainement pour en débattre? Je vous remercie de me tenir au courant de l'évolution de ce dossier, sur lequel je ne manquerai pas de vous interroger à nouveau l'année prochaine par exemple.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Muriel Gerkens au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "les enfants nés sans vie" (n° 7871)

02 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris voor Gezinsbeleid, toegevoegd aan de minister van Werk, en wat de aspecten inzake personen- en familierecht betreft, toegevoegd aan de minister van Justitie over "de levenloos geboren kinderen" (nr. 7871)

02.01 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre, en vertu de la législation actuelle, tout enfant né sans vie au-delà de 180 jours de grossesse doit être déclaré. Par contre, avant ce terme, si les parents ne réclament pas le corps, le fœtus est considéré par l'hôpital comme une "pièce anatomique" et est incinéré avec les autres déchets biologiques.

Cette limite de 180 jours a été choisie lors de l'adoption de notre Code civil de 1804, parce qu'elle correspondait à la limite de viabilité de l'époque. Depuis, la médecine a fait des progrès et une certaine humanisation de la législation s'impose à plusieurs égards.

L'inhumation du fœtus né avant 180 jours de grossesse est régie par une circulaire de 1991. Celle-ci recommande aux communes de réserver une parcelle des cimetières communaux pour l'inhumation des fœtus. Apparemment, il n'est pas possible, pour les parents qui le souhaitent, d'enterrer leur enfant dans une tombe individuelle avec une pierre tombale nominative, ce qui est pourtant possible pour un animal domestique, mais je n'aime pas la comparaison. Or, six mois de grossesse représentent une longue vie commune entre le fœtus et la mère notamment.

Sous la législature précédente, nous avons interrogé à plusieurs reprises la ministre de la Justice sur cette problématique. Elle s'était engagée à modifier la législation. Malgré ses promesses, aucune disposition n'a été adoptée. Pourquoi? Ces demandes de réformes seraient-elles illégitimes?

Quel est votre avis sur le fait d'abaisser dans le Code civil la limite légale de viabilité de 180 jours à 140 jours de gestation ou 22 semaines, ce qui correspond aux critères retenus par l'OMS pour tenir compte de la réalité biologique, et de prévoir la possibilité, selon le souhait des parents, pour les enfants mort-nés avant les 180 jours (enfants entre 3 et 6 mois), de mentionner le nom de famille de l'enfant sur la déclaration d'enfant sans vie, ce qui n'entraîne aucune conséquence juridique pour l'enfant, ainsi que son nom et son prénom au cimetière sur une tombe individuelle?

Par ailleurs, ne peut-on prévoir la possibilité pour le père non marié de reconnaître son enfant mort-né dans ce contexte de modification des règles concernant ces enfants mort-nés?

02.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État: Madame la présidente, madame Gerkens, votre question nous confronte à deux problématiques différentes.

À partir de quelle limite un enfant doit-il être déclaré viable, alors qu'il est né sans vie, et bénéficié, dès lors, des dispositions de l'article 80bis du Code civil relatives à la déclaration auprès de l'état civil et au droit d'être inhumé ou incinéré comme tout autre défunt?

Les fœtus en dessous de cet âge de viabilité devraient pouvoir bénéficier d'une sépulture et/ou d'une crémation organisée par les communes avec des funérailles dignes et les parents devraient avoir la possibilité de donner un prénom à l'enfant, alors que cette possibilité n'existe pas actuellement, sauf si l'enfant est né vivant.

La perte d'un enfant durant la grossesse est une épreuve très douloureuse pour les parents qui la subissent. Dans le travail de deuil et de reconstruction qu'ils sont amenés à accomplir, la déclaration d'état civil de leur

enfant de même que l'octroi d'un nom et d'un prénom et la reconnaissance sociale de cet enfant sont des démarches essentielles pour leur permettre de lentement guérir de cette souffrance et d'intégrer cet enfant dans la vie familiale en lui donnant une identité.

La limite de viabilité est donc fixée à 180 jours, 28 semaines de gestation, autrement dit les six mois auxquels vous faites référence. Seules la Flandre et Bruxelles obligent les communes à prévoir une parcelle spéciale dans les cimetières pour que les fœtus y soient inhumés ou incinérés si les parents le demandent.

La médecine périnatale a énormément évolué dans les dernières décennies et a permis à des enfants nés avant six mois de gestation d'être maintenus en vie. Cependant, ces enfants courent des risques énormes tant au niveau de leur survie qu'au niveau de leur développement psychomoteur et beaucoup de grands prématurés demeurent handicapés ou présentent un retard important.

Des études médicales réalisées sur les enfants d'âge gestationnel de 22 à 26 semaines montrent une mortalité de deux tiers, 350 sur 525 cas étudiés, dont 203 enfants mort-nés, une grande partie des autres décès survenant au cours de l'hospitalisation initiale. La mortalité infantile augmente de façon très marquée en dessous de 32 semaines et un tiers des enfants nés avant 28 semaines décèdent avant l'âge d'un an.

Une crainte importante provenant des professionnels de la santé est l'impact qu'aurait un changement législatif sur les parents d'enfants nés entre 22 et 28 semaines: difficulté encore plus grande d'accepter le décès ou le handicap si sa viabilité est reconnue d'un point de vue juridique, demande d'acharnement thérapeutique alors que l'avis médical serait négatif et les chances d'évolution normale seraient très faibles sinon nulles et, dès lors, difficulté encore plus grande à admettre l'échec de la part du corps médical, hausse du nombre d'enfants handicapés causée par la grande prématurité, banalisation des naissances prématurées à 28 semaines alors que ces enfants présentent jusqu'à 32 semaines – et même jusqu'à 36 ou 37 semaines – des risques de déficiences et de mortalité toujours très importants.

Depuis 2002, trois propositions de loi ont été déposées dans le sens d'un abaissement du seuil de viabilité de l'enfant à 140 jours au lieu de 180 – c'est le chiffre que vous citez dans votre question et c'est également celui de l'OMS – soit 22 semaines. Elles proposent également de permettre aux parents de donner un nom et un prénom à l'enfant dans un registre spécial, de permettre également au père non marié de reconnaître son enfant et de garantir que les fœtus mort-nés avant cette limite de viabilité pourront être inhumés ou incinérés à la demande des parents et qu'une parcelle dans chaque cimetière leur soit réservée.

Que penser de tout cela et comment le traduire d'un point de vue législatif en fonction des éléments que je viens d'évoquer? L'évolution de la médecine et de la néonatalogie est exceptionnelle et il faut la saluer, mais faut-il pour autant donner l'impression à la population, par un changement législatif significatif, que tout est possible en matière de seuils de viabilité et surtout d'évolution harmonieuse de l'enfant, tant pour lui, pour ses parents que pour la société tout entière. Les chiffres relevés plus haut sont impressionnants à cet égard, même s'il ne s'agit que de statistiques.

Qu'il faille humaniser ce qui entoure la mort de ces enfants, qu'il faille reconnaître le deuil qui touche ces familles et leur besoin d'être reconnus comme parents, c'est indéniable.

Nous proposons que cette humanisation passe par:

- donner un prénom à l'enfant né sans vie à partir de 22 semaines ou même 15 semaines;
- permettre l'inhumation ou l'incinération de l'enfant à partir de 22 semaines ou même 15 semaines;
- ordonner aux communes de permettre la sépulture de fœtus plus jeunes sur demande des parents.

Faut-il pour autant faire application de la résolution de l'OMS à cet égard et modifier la loi pour rencontrer la situation de ces enfants nés entre 22 et 28 semaines ou entre 20 et 26 semaines de conception, comme une majorité de pays européens? Faut-il descendre le seuil de viabilité de l'enfant avec toutes les conséquences que cela entraînerait sur les plans civil et social? Je pense qu'il faut y réfléchir au point de vue législatif.

À cet égard, et pour être le plus possible informé des éléments médicaux, psychologiques et symboliques de la problématique, nous avons décidé d'organiser au cabinet de la Politique des Familles une rencontre avec des médecins, psychologues et infirmières dans le courant de ce dernier trimestre, pour étudier les implications d'un point de vue législatif de cette amélioration du deuil dû au décès d'un enfant en gestation.

02.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): La première urgence consiste à permettre aux familles de faire

correctement leur deuil de l'enfant, avec une tombe sur laquelle sont inscrits son nom et son prénom. Après six mois de grossesse, il s'agit d'un enfant mort-né et non d'un déchet biologique ou d'une pièce anatomique. Je suis d'accord avec vous sur le fait que descendre la limite légale de viabilité à 140 jours plutôt que 180 jours nécessite une vraie réflexion associant différents acteurs.

Je considère pour ma part qu'après six mois de grossesse, c'est un enfant qu'on perd, dont on fait le deuil. Cependant, je pense comme vous qu'il ne faut pas que découle de là un acharnement pour que l'enfant vive à tout prix dès ce moment, même si le taux de vie à plus long terme est nul ou comporte de gros handicaps.

Je me permettrai de vous interroger à nouveau en janvier, à moins que des communications soient faites auparavant, afin de connaître les résultats de cette rencontre.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Flor Van Noppen aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de ronselpraktijken van de Marokkaanse geheime dienst" (nr. 7315)

03 Question de M. Flor Van Noppen au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les pratiques de racolage des services secrets marocains" (n° 7315)

03.01 Flor Van Noppen (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil vooraf duidelijk stellen dat de vragen niet zijn ingegeven door racisme, maar door de overtuiging dat zaken als deze helemaal niet kunnen.

In Nederland werd onlangs een politieagent van Marokkaanse origine ontslagen, nadat bleek dat hij spionagewerk verrichte voor de Marokkaanse geheime dienst. In essentie verzamelde hij informatie over Marokkanen en Nederlanders van Marokkaanse origine. Hij gaf die informatie door aan de Marokkaanse geheime dienst. Daarenboven blijkt dat prominente Nederlanders van Marokkaanse origine worden geronseld voor de Marokkaanse overheid en/of geheime dienst. Het gaat hier om personen met een zekere invloed in de publieke ruimte die die invloed zouden kunnen aanwenden om een positief beeld van Marokko op te bouwen.

Vlaams parlements lid Chokri Mahassine kreeg hetzelfde aanbod van de Marokkaanse overheid. Hij kreeg – dit is blijkbaar de bestaande procedure – een uitnodiging om naar Rabat af te zakken. Dat is dus het betere lobbywerk. Mahassine ziet daarin overigens geen probleem. Voor België, Vlaanderen en Limburg doet hij net hetzelfde. Dergelijk lobbywerk is weliswaar niet verboden. Dat de heer Mahassine zijn werk als democratisch verkozen en gemandateerd parlements lid in België, Vlaanderen en Limburg van dezelfde orde beschouwd als lobbywerk voor de Marokkaanse staat, roept natuurlijk wel de nodige vragen op over de deontologie en het respect voor de democratische structuren.

Mijnheer de minister, ik heb de volgende vragen.

Bent u op de hoogte van dergelijke praktijken van de Marokkaanse overheid en de Marokkaanse geheime dienst? Acht u het mogelijk dat ambtenaren van de Belgische Staat op dezelfde manier worden ingeschakeld door de Marokkaanse geheime dienst?

Hebt u de intentie om een onderzoek in te stellen naar dergelijke praktijken bij Belgische publieke functionarissen?

Wat is uw visie op dergelijke praktijken door de Marokkaanse overheid en de Marokkaanse geheime dienst? Zult u hierover een onderhoud hebben met de vertegenwoordigers van de Marokkaanse staat in België?

03.02 Minister Jo Vandeuren: Geachte collega, ik wil eerst verwijzen naar de desbetreffende wetgeving, meer bepaald naar artikel 7 van de organieke wet van 30 november 1998, met betrekking tot de inlichtingen en de staatsveiligheid. Ik citeer: "De Veiligheid van de Staat heeft als taak om die inlichtingen te onderzoeken, te analyseren en te behandelen die betrekking hebben op elke activiteit die de interne veiligheid van de staat bedreigt of zou kunnen bedreigen, alsook de handhaving van de democratische en grondwettelijke orde."

Deze taak dekt volgens artikel 8 van dezelfde wet, ik citeer opnieuw: "elke activiteit die individueel of

collectief ontplooid wordt in het land of vanuit het buitenland en die betrekking kan hebben op spionage, inmenging, enzovoort, hierin begrepen het verspreiden van propaganda, het aanmoedigen, het direct of indirect ondersteunen, bijvoorbeeld door het ter beschikking stellen van financiële, technische of logistieke middelen, het leveren van informatie met betrekking tot potentiële doelen, het ontwikkelen van structuren en van potentiële activiteiten en de realisatie van de beoogde doelstellingen.”

Een van de wettelijke taken van de Veiligheid van de Staat is dus de spionage of de inmengingsactiviteiten te volgen die door een land worden ontplooid op ons territorium.

Indien uit een dossier blijkt dat een bepaalde staat op het Belgisch grondgebied vijandelijke activiteiten van inlichtingen ontplooit, zal de Veiligheid van de Staat zich kwijten van haar opdracht door de minister van Justitie daarvan in te lichten en, desgevallend, de minister van Buitenlandse Zaken of de gerechtelijke overheden.

Belangrijk is het om op te merken dat normaal gesproken wordt aanvaard dat een diplomaat in de officiële uitoefening van zijn functie contact neemt met de autoriteiten van het gastland om de belangen van zijn land te verdedigen en te beschermen. Dat gebeurt op openlijke wijze. Die gang van zaken wordt echter een probleem indien diezelfde activiteiten worden uitgevoerd door officieren van de inlichtingendienst of door personen die zij op een clandestiene wijze manipuleren.

Het is niet mogelijk om nauwkeuriger te antwoorden op vragen inzake de duidelijk omschreven activiteiten die door de Veiligheid van de Staat worden ontplooid ten opzichte van een specifieke staat. Dergelijke inlichtingen vallen onder de wet van 11 december 1998 op de classificaties en de veiligheidsmachtigingen.

De theoretische mogelijkheid bestaat dat een ambtenaar van de Belgische staat uit eigen wil of onbewust samenwerkt met een vreemde dienst. Om die redenen is de Veiligheid van de Staat door de wet belast met het waken over die problematiek.

Op te merken is dat de wetgeving het mogelijk maakt om een ambtenaar die zich aan zulke feiten schuldig maakt, efficiënt te straffen. Er is het personeelstatuut, en in het bijzonder het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, dat voorziet in disciplinaire sancties die kunnen gaan tot aan het ontslag. Er zijn de artikelen 246 en 247 van het Strafwetboek betreffende sancties zowel ten opzichte van personen die trachten ambtenaren om te kopen, als van ambtenaren die zich laten omkopen. Artikel 548 van het Strafwetboek voorziet in een straf voor de schending van het beroepsgeheim. Ten slotte voorzien de artikelen 118, 119 en 120 quinquies van het Strafwetboek dat eenieder, ambtenaar of niet, die aan een vreemde mogendheid inlichtingen verstrekt betreffende de externe veiligheid van de staat, vatbaar is om gestraft te worden met een gevangenisstraf van tien tot vijftien jaar, volgens artikel 135bis van het Strafwetboek.

Zoals reeds aangehaald in mijn antwoord, is het juist een van de wettelijke opdrachten en taken van de Veiligheid van de Staat om dergelijke praktijken te onderzoeken. Tot nader order heb ik er het volste vertrouwen in dat de Veiligheid van de Staat, binnen de perken van zijn mogelijkheden, die taken ook inderdaad opvolgt. Trouwens, in het verleden werden reeds Belgische ambtenaren voor dergelijke feiten veroordeeld.

Algemeen genomen is het feit dat een land zich bezighoudt met activiteiten van vijandige inlichtingen of met inmenging in een land waarmee het diplomatieke betrekkingen onderhoudt, een onvriendschappelijk gebaar. In dat opzicht lijkt het belangrijk om eraan te herinneren dat de diplomatieke onschendbaarheid als essentieel doel heeft om de efficiëntie van de officiële missies van vertegenwoordiging van een staat te verzekeren ten opzichte van het gastland. De diplomatieke onschendbaarheid heeft zeker niet als doel om spionage of inmengingsactiviteiten in het gastland door zijn soevereiniteit aan te tasten, toe te dekken.

In de veronderstelling dat personen die worden gedekt door de diplomatieke onschendbaarheid, betrokken zouden zijn in dat soort van activiteiten, kunnen verschillende maatregelen worden genomen die vallen onder de bevoegdheid van de minister van Buitenlandse Zaken. Indien het geval zich voordoet, zou ons land een terugkeer van die individuen naar het land van oorsprong kunnen vragen, waarbij desgevallend de ambassadeur van het betrokken land wordt geconvoceerd.

Indien de betrokkenen onder de dekmantel van de diplomatieke onschendbaarheid opereren, kan worden overwogen om bij het land van oorsprong de opheffing van de diplomatieke onschendbaarheid te vragen,

opdat de gerechtelijke overheden tot vervolging in België zouden kunnen overgaan.

In geval van weigering van de opheffing van de diplomatieke onschendbaarheid of in heel ernstige gevallen kan de betrokken persoon persona non grata worden verklaard en van het grondgebied van het Rijk worden verwijderd.

03.03 Flor Van Noppen (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw uitgebreide antwoord.

Ik hoop dat in de toekomst dergelijke praktijken goed in het oog zullen worden gehouden. Ik twijfel immers aan de goede bedoelingen van de buitenlandse spionagediensten.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het voorstel van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen" (nr. 7244)

04 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la proposition du procureur général près la Cour d'appel d'Anvers" (n° 7244)

04.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de mercuriale van procureur-generaal Liégeois van Antwerpen heeft mijn aandacht getrokken. Daarin staan heel wat zaken, maar ik beperk mijn vraag nu tot een onderdeel. Dat betekent niet dat andere voorstellen en suggesties van de procureur-generaal aan mijn aandacht zouden ontsnappen of dat ik ze niet belangrijk vind, maar ik denk dat de hele mercuriale wel het voorwerp kan vormen van de beleidsverklaring en de bespreking daarvan in de begroting. Ik zal daarop later terugkomen.

Wat het meest mijn aandacht trok in de mercuriale, is toch het voorstel van de procureur-generaal dat de parketten ruimere bevoegdheden zouden moeten krijgen om minnelijke schikkingen, dadingen te treffen gedurende en na afloop van gerechtelijke onderzoeken met betrekking tot sociale en fiscale fraudedossiers.

Mijnheer de minister, u hebt de mercuriale ongetwijfeld gelezen. Kunt u die onderschrijven? Kunt u die op enige wijze in uw beleid inpassen? Kan dat worden gerealiseerd, eventueel zelfs nog tijdens deze legislatuur?

Ik heb u onlangs een schriftelijke vraag met betrekking tot het aantal verjaringen in fiscale dossiers en financiële zaken gesteld. Ik denk dat er toch een overlapping is met wat de procureur-generaal van het hof van beroep van Antwerpen bedoelt. Het gaat hier toch om een maatschappelijk prangende kwestie. Vandaar dat ik u hierover specifiek wil ondervragen, om te peilen naar uw bereidheid om dit in uw beleid in te passen.

04.02 Minister Jo Vandeurzen: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Schoofs, ik heb de mercuriale inderdaad gelezen. Het voorstel om de mogelijkheden van vereenvoudigde en versnelde afdoening van een strafproces te verruimen door het afsluiten van een minnelijke schikking gedurende en na afloop van een gerechtelijk onderzoek, onder andere met betrekking tot sociale en fiscale fraudedossiers, staat in punt III.11 van het actieplan 2008-2009 van het college voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude.

Het actieplan werd op 2 juli 2008 voorgesteld en goedgekeurd door het Ministerieel Comité voor de Strijd tegen de Fiscale en Sociale Fraude. De heer Carl Devlies, staatssecretaris voor de Coördinatie van de Fraudebestrijding, is voorzitter van dit college.

Het voorstel werd destijds, in mei 2007, geformuleerd door het College van procureurs-generaal in haar memorandum aan de regering en werd herhaald door de procureur-generaal van Antwerpen in zijn mercuriale van september laatstleden.

De minister van Justitie en de staatssecretaris voor de Coördinatie van de Fraudebestrijding hebben een gunstig standpunt ingenomen ten opzichte van het voorstel, waarvoor uiteraard nog wel wat technische en principiële knopen moeten worden doorgehakt, onder andere in het overleg met de verenigingen en vertegenwoordigers van de onderzoeksrechters.

Er is een brede consensus ten gronde om dit voorstel te laten doorgaan en de modaliteiten ter zake te

bepalen. Het is de bedoeling om dit nog tijdens deze zittingsperiode te realiseren.

04.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, wij verwachten dan dat dit tijdens deze legislatuur kan worden gerealiseerd. Ik denk niet dat het de bedoeling van iemand is om de witteboordencriminaliteit uit de rechtbanken te houden door minnelijke schikkingen te treffen. Gezien het feit dat er geregeld ophefmakende fiscale dossiers en strafzaken verjaren – althans, dat is toch mijn perceptie – is het nodig dat een en ander wordt aangepakt. Als zou blijken dat Justitie niet alleen ziek is in het bedje van de fraudedossiers, maar dat het om een hele ziekenhuisvleugel gaat, moet dit inderdaad prioriteit krijgen. U hebt het zelf gezegd. Het is meermaals ter sprake gekomen en het zou dan ook een van de prioriteiten van Justitie moeten zijn. Ik kijk dan ook uit naar initiatieven die u ter zake zult nemen, mijnheer de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de invoering van boetevervangende werkstraffen" (nr. 7378)

05 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'instauration de peines de travail subsidiaires en cas d'amende" (n° 7378)

05.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, in de beleidsnota Justitie wordt gepleit voor een betere invordering van de penale boetes. De problematiek is in deze commissie al een aantal keren aan bod gekomen.

Naar aanleiding van mijn schriftelijke vraag in juli van dit jaar, hebt u verklaard dat er begonnen zal worden met een betere samenwerking met de FOD Financiën. In uw antwoord haalt u aan dat de gebrekkige invordering te wijten is het hoge aantal veroordeelden dat eerder insolvelabel is en dat de stok achter de deur, de boetevervangende gevangenisstraf, niet meer bestaat. Gezien de huidige capaciteitsproblemen van onze penitentiaire instellingen, is het niet aangewezen om die boetevervangende gevangenisstraf hic et nunc opnieuw in te voeren.

Toch pleit ik ervoor om maatregelen te vinden die vermijden dat penale boetes onbetaald en misdrijven onbestraft blijven. Een mogelijkheid zou kunnen zijn om bij niet-betaling van een geldboete een boetevervangende werkstraf op te leggen, dus niet meer automatisch de boetevervangende gevangenisstraf die nog altijd wordt uitgesproken, maar niet meer uitgevoerd.

Hebt u deze mogelijkheid al onderzocht om boetevervangende werkstraffen op te leggen als penale boetes niet worden betaald. Is dit idee volgens u haalbaar?

05.02 Minister Jo Vandeuren: Geachte collega, ik heb reeds bij mijn aantreden bevestigd dat de strafuitvoering een essentieel onderdeel is van het vervolgingsbeleid. Het kan niet zijn dat de politie, het parket en de zetelende magistratuur enorme inspanningen leveren om dan vast te stellen dat finaal de straf niet wordt uitgevoerd. Er moet te allen tijde worden vermeden dat een bepaalde vorm van straffeloosheid wordt gecreëerd en dit zowel wat de gevangenisstraffen betreft als de geldboetes.

Indien een verdachte aan de rechter te kennen geeft dat hij bijvoorbeeld niet over de financiële mogelijkheden beschikt om een geldboete te betalen, kan er worden gevraagd om een werkstraf te krijgen als sanctie in plaats van een geldboete. Het opleggen van een werkstraf veronderstelt in een of andere vorm de medewerking en instemming van de betrokkene. Immers, als hij niet akkoord gaat, kan hij onmogelijk worden gedwongen om bepaalde prestaties te leveren in het raam van de werkstraf en wordt dan, als stok achter de deur, steeds in een vervangende gevangenisstraf voorzien, voor het geval de werkstraf niet wordt uitgevoerd. Als een werkstraf wordt opgelegd, wordt steeds eerst een maatschappelijk onderzoek gevoerd om na te gaan of de betrokkene wel in aanmerking komt voor het opleggen van een werkstraf. Het opleggen van een werkstraf veronderstelt dan ook medewerking en de nodige voorbereiding.

De creatie van een boetevervangende werkstraf voor het geval de penale boete niet wordt betaald, is op dit moment om een aantal redenen niet zo zinvol. Zoals gezegd, kan de verdachte voordien al aan de rechter om de oplegging van een werkstraf verzoeken. Verder veronderstelt dit ook, zoals ik al heb aangegeven, een zekere vorm van medewerking van de verdachte of de veroordeelde. Als hij weigert om de werkstraf uit te voeren, staan we geen stap verder en zouden we terug moeten vallen, opnieuw, op de vervangende

gevangenisstraf en dit voor een werkstraf die ook al in vervanging staat voor een pecuniaire sanctie.

Ten slotte vraagt uw voorstel enorme extracapaciteit van manschappen en middelen in de FOD Justitie, vooral voor de justitiehuizen. Op heden worden jaarlijks al om en bij de 10.000 werkstraffen opgelegd. Als er een boetevervangende werkstraf zou worden gecreëerd, zou dit een explosie van de middelen en het aantal werkstraffen betekenen zonder dat dit in verhouding staat tot het uiteindelijke doel.

Ik denk dan ook dat wij andere pistes dan een boetevervangende werkstraf moeten bewandelen, en zoals eerder aangehaald, zijn wij op dit moment bezig dat grondig te analyseren en mag u verwachten dat ik binnen niet al te lange termijn met voorstellen zal komen en dat onder meer al naar aanleiding van de beleidsnota 2009.

05.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister. Ik heb geen repliek.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Hilde Vautmans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "een eenvoudiger rechtstaal" (nr. 7413)

- mevrouw Clotilde Nyssens aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de rechtstaal" (nr. 7904)

06 Questions jointes de

- Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "un langage juridique plus simple" (n° 7413)

- Mme Clotilde Nyssens au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le langage judiciaire" (n° 7904)

06.01 Clotilde Nyssens (cdH): Tout d'abord, je remercie ma collègue de m'accorder la préséance. Monsieur le ministre, je voudrais vous interroger sur le langage judiciaire, un langage souvent difficile à comprendre pour les justiciables. Les actes judiciaires qui leur sont adressés, notamment par des huissiers de justice, pourraient être formulés dans un langage plus compréhensible.

Je souhaite attirer votre attention sur un projet de protocole d'accord élaboré par la Chambre nationale des huissiers de justice et la ministre de la Justice précédente en vue de résoudre ces problèmes de compréhension. Ce projet de protocole comportait des points intéressants, notamment des annexes proposant sept modèles d'actes revus comme la citation, la signification, le commandement de payer, disponibles dans les trois langues officielles du pays.

La Chambre nationale des huissiers de justice, qui à l'époque y avait beaucoup travaillé, était prête à prendre des dispositions pour que ces modèles soient utilisés. Ces modèles étaient susceptibles d'être adaptés en fonction des cas d'espèce et des lieux, en cas de besoin. Il me semble que tout ce travail mérite d'être employé au bénéfice des justiciables.

Monsieur le ministre, avez-vous connaissance de ce travail réalisé par les huissiers de justice? Avez-vous eu des contacts avec la Chambre nationale pour poursuivre le travail en vue de la signature éventuelle dudit protocole ou d'une autre façon d'utiliser le travail accompli, étant donné qu'on peut lire dans vos notes de politique générale que le langage judiciaire est une priorité?

06.02 Minister Jo Vandeuren: Mevrouw de voorzitter, geachte collega, juridische bijstand is als onderdeel van toegang tot het gerecht een essentieel element. Zoals u weet, heb ik in 2008 reeds de puntenlijst aangepast aan de verschillende recente wetgevingen, zoals de nieuwe echtscheidingswet en de vreemdelingenwet. Daarenboven heb ik voor de begroting 2008 een verhoging bekomen van 10% van de middelen hiervoor. Ook bij de begrotingsbespreking voor 2009 heb ik een belangrijke verhoging kunnen bekomen.

De toegang tot het recht verbeteren vraagt een optimalisatie van de toegankelijkheid voor de burger in alle opzichten. Een beter begrip van de rechtstaal draagt daar ongetwijfeld toe bij. De rechtstaal kan veel duidelijker, en dat is onze betrachting. Het federaal plan Armoedebestrijding voorziet in de samenwerking met de bevoegde staatssecretaris in de oprichting van een werkgroep teneinde de rechtstaal te

democratiseren, vanuit de bekommernis de rechtstaal toegankelijker en minder stigmatiserend te maken voor minder kansrijken in onze samenleving.

De besprekingen daarover zijn volop bezig. De vereenvoudiging van de rechtstaal zal alleszins worden meegenomen in de beleidsprioriteiten voor 2009. Inmiddels volg ik met interesse de initiatieven van de lokale juridische entiteiten om klare en heldere taal met de burgers te spreken. Ik kan verwijzen naar de prijs die het Bureau voor Juridische Bijstand van Antwerpen op 24 september van de Vlaamse Juristenvereniging mocht ontvangen.

Complémentairement, je préciserai ceci en réponse à votre question. J'ai effectivement prêté attention au projet de protocole entre la Chambre nationale des huissiers de justice et l'ancien cabinet relatif à la simplification du langage judiciaire et aux modèles qu'il contient. Il n'y a pas encore eu de contact direct entre le SPF Justice et les huissiers de justice en la matière. Suite à votre question, j'en prendrai l'initiative et j'en parlerai de manière explicite dans ma note de politique générale 2009.

Mevrouw Vautmans is er niet en dus zal ik mij hiertoe beperken.

06.03 Clotilde Nyssens (cdH): Cette question aura eu le mérite de provoquer un contact entre votre cabinet et la Chambre nationale des huissiers de justice. Je vous en remercie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "EU Verordening tot invoering van een Europese Executoriale Titel voor niet-betwiste schuldvorderingen" (nr. 7379)

07 Question de Mme Sarah Smeyers au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'ordonnance de l'Union européenne instaurant un titre exécutoire européen pour les créances non contestées" (n° 7379)

07.01 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de minister, op 21 oktober 2005 trad de EG-verordening tot invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen in werking, beter bekend als de EET-verordening.

Die EET-verordening moet het mogelijk maken verstekvonnissen tegen Europese verweerders uit te voeren zonder daarvoor een beroep te moeten doen op een kostelijke en omslachtige exequaturprocedure. Deze verordening wordt helaas door de Belgische rechtbanken en door de rechtsleer op bijzonder gevarieerde wijze geïnterpreteerd. Er zijn uiteenlopende zienswijzen over wie een beslissing moet waarmerken als EET, wie het bewijs van die waarmerking als EET moet afleveren en – dat is misschien nog het belangrijkste – of België wel voldoet aan de minimumnormen voor een heroverweging conform artikel 19 van de verordening.

Het is een interessant probleem omdat de verschillende interpretaties ook economische gevolgen hebben. Sommige, maar niet alle, rechtbanken stellen dat niet aan de vereisten van de EET-verordening is voldaan om een vonnis als EET te waarmerken.

Het gevolg is wel dat bedrijven die hun invordering voor rechtbank X brengen op basis van de waarmerking als EET hun vonnis wel goedkoop en gemakkelijk kunnen laten uitvoeren, terwijl bedrijven die hun invordering voor rechtbank Y brengen dat eventueel niet kunnen doen en zich moeten beroepen op de dure exequaturprocedure.

Niet alleen tegenover andere Belgische bedrijven maar ook tegenover buitenlandse bedrijven lijden sommige Belgische bedrijven daardoor een groot financieel nadeel. Uw voorganger beperkte zich indertijd tot een vage rondzendbrief die moest helpen om de verordening toe te passen, maar blijkbaar heeft dat als resultaat dat er toch nog interpretatiemoeilijkheden zijn.

Mijn eerste vraag is of u op de hoogte bent van de interpretatiemoeilijkheden die de verordening met zich brengt? Mijn tweede vraag is of u gelooft dat een wettelijk initiatief ter zake wenselijk is om alle misverstanden uit de weg te ruimen, zoals dat in Nederland gebeurde?

07.02 Minister Jo Vandeuren: Ik ben zeer goed op de hoogte van de problematiek. U zult merken, als u de

databank van de Kamer nagaat, dat er ooit door mij een schriftelijke vraag is gesteld aan de toenmalige minister van Justitie over deze problematiek. Ik ken het probleem dus zeer goed.

Niet alleen in Nederland, ook in Duitsland en Frankrijk zijn er ter zake wetgevende initiatieven genomen. Ik heb dat grondig laten bestuderen en ik kan u daar trouwens een vrij technische nota over bezorgen, die u misschien kan inspireren als u zelf denkt aan een wetgevend initiatief, om te kijken wat wij kunnen doen.

Het is natuurlijk wel nodig naast de verordening ook de verordening van 12 december 2006 te bekijken, tot invoering van een Europese betalingsbevelprocedure, in artikel 20, en de verordening van 11 juli 2000 tot vaststelling van een Europese procedure voor geringe vorderingen, in artikel 18, die eveneens de procedure van heroverweging bevatten.

Dat is een eerste, belangrijk element, waarbij ik wat langer stilsta. Het is misschien een technische kwestie, maar u raakt wel een heel belangrijk punt voor het internationaal rechtsverkeer aan.

Het gaat niet alleen over de EET. Het gaat over minstens drie plaatsen waar over de Europese regelgeving een soortgelijke discussie wordt gevoerd, namelijk te weten dat, om het exequatur in de procedure in het land te kunnen uitstellen, in een procedure van heroverweging moet zijn voorzien. Het gaat hier dus niet om één specifiek terrein; de kwestie beslaat meerdere terreinen.

In België zijn er inderdaad verscheidene interpretaties. Er zijn rechtbanken die oordelen dat wij door het verzet en het hoger beroep aan de voorwaarden voldoen. Andere oordelen dan weer dat wij er niet aan voldoen.

Wij zijn de kwestie nu aan het bekijken. Ik verberg echter niet voor u dat een en ander niet zo eenvoudig is, indien wij, bijkomend bij de procedure van het verzet en van het hoger beroep, een nieuwe procedure moeten invoeren, namelijk de procedure van de heroverweging. Concreet: de zaak komt bij verstek voor. In dat geval zou het moeten worden toegelaten dat er, behalve het verzet en het beroep, nog een derde methode is om de discussie te heropenen. Dat is in ons juridische systeem natuurlijk niet zomaar een klein akkefietje dat moet worden geregeld. Het is een vrij fundamentele discussie.

Dat is de reden waarom er niet snel klaarheid in de zaak komt.

Ik sluit een wetgevend initiatief echter niet uit, gelet op de verschillende interpretaties van onze Belgische rechtspraak.

Indien het u interesseert, zal ik u de technische nota's over de kwestie bezorgen, zodat u mee kunt zoeken naar een oplossing voor het probleem. Uit de nota zal u kunnen concluderen dat wij de hervorming op de drie thema's moeten doorvoeren en dat wij moeten nagaan op welke manier wij met de minst grote ingreep in onze gerechtelijke procedure toch een maximale garantie inbouwen dat de rechtspraak in België uniform wordt.

Wij zijn er echter nog niet uit wat betreft de vraag op welke manier het inbouwen van bedoelde garantie het beste kan gebeuren.

07.03 Sarah Smeyers (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik wist inderdaad dat u ondertussen een vraag over het dossier had gesteld. Ik merk dat de zaak u ook na aan het hart ligt.

Ik zou graag voornoemde, technische fiche ontvangen, zodat wij met vereende krachten werk kunnen maken van het probleem.

Het is inderdaad een ingewikkelde procedure. Het Gerechtelijk Wetboek aanpassen om een derde rechtsmiddel mogelijk te maken, zal niet zo evident zijn. Het is echter aangewezen om meer te doen dan het louter uitvoeren van de omzendbrief die nu bestaat. Rechtsonzekerheid is immers troef.

Ik zal de zaak opvolgen, wordt dus vervolgd.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

08 Interpellation de M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre de la Justice et Réformes institutionnelles sur "les compétences des tribunaux d'application des peines" (n° 137)

08 Interpellatie van de heer Fouad Lahssaini tot de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de bevoegdheden van de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 137)

08.01 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre, les tribunaux d'application des peines sont compétents depuis le 1^{er} février 2007 pour l'exécution des peines de plus de trois ans, pour octroyer une libération conditionnelle, une surveillance électronique ou une détention limitée. Ils sont compétents aussi pour suspendre ou révoquer ces modalités si le libéré ne respecte pas les conditions de sa libération conditionnelle, surveillance électronique ou détention limitée, ou s'il met gravement en danger l'intégrité physique ou psychique d'autrui.

Avant le 1^{er} février 2007, c'étaient les commissions de libération conditionnelle qui étaient compétentes pour octroyer ou révoquer le même type de modalités aux peines de plus de trois ans. Pour les peines inférieures à trois ans, le ministère de la Justice était compétent et je pense qu'il l'est encore.

La question qui se pose néanmoins est de savoir qui est compétent aujourd'hui, en 2008, si un détenu libéré en 2004 par la Commission de libération conditionnelle ne respecte pas les conditions de sa libération. À l'exception du TAP de Gand, tous les TAP de Belgique estiment qu'ils sont compétents pour révoquer les modalités accordées jadis; ils reprennent donc le paquet de compétences des commissions de libération conditionnelle.

Gand, par contre, estimerait qu'il n'est pas compétent pour révoquer des décisions qu'il n'a pas prises. Le TAP de Gand se déclarerait donc incompétent et renvoie les dossiers au ministère. Le ministère peut alors prendre la responsabilité de révoquer la libération conditionnelle sans les garanties offertes par la loi et/ou la procédure devant un tribunal. Il y aurait donc un certain nombre de personnes actuellement en prison sur la base d'une décision prise par le ministère alors qu'il reviendrait au TAP d'examiner le cas et de prendre la décision qui s'impose.

Je prends un exemple précis avec le cas d'une Sud-Américaine dont le dossier relevait du TAP de Gand; celui-ci a refusé de traiter le dossier. Elle s'est dès lors retrouvée emprisonnée pendant trois mois alors que l'ordre de détention n'était pas valable. Si cette dame était passée devant un TAP autre que celui de Gand, on n'aurait probablement pas révoqué sa libération conditionnelle.

Monsieur le ministre, êtes-vous au courant de la situation et des problèmes occasionnés par cette différence de traitement entre TAP? Si oui, quelle solution préconisez-vous?

Quelle instance est aujourd'hui compétente pour les libérations conditionnelles, surveillances électroniques, détentions limitées?

Le ministère de la Justice a-t-il, à un moment ou à un autre, pris des décisions qui incombaient aux tribunaux d'application des peines?

Connaissez-vous le nombre de détenus qui seraient aujourd'hui dans une situation de détention alors que la législation en matière de libérations conditionnelles, surveillances électroniques, détentions limitées impliquerait plutôt une remise en liberté?

Pensez-vous qu'une modification légale s'imposerait afin que le droit soit respecté de façon légale par tous les TAP?

08.02 Jo Vandeurzen, ministre: Monsieur le président, chers collègues, tous les tribunaux d'application des peines se sont déclarés compétents pour les décisions en matière de libération conditionnelle, y compris le tribunal d'application des peines de Gand. À ce jour, le service des cas individuels du SPF Justice n'a reçu aucune demande de révocation d'une libération conditionnelle au motif qu'un tribunal se serait déclaré incompétent. Les dispositions transitoires de la loi du 17 mai 2006 relative aux statuts juridiques externes sont d'ailleurs d'application (articles 107 et 108).

Par contre, la compétence des tribunaux d'application des peines en matière de suivi et de révocation des décisions administratives prises par le ministère avant le 1^{er} février 2007 fait débat.

Tous les tribunaux de l'application des peines, à l'exception de celui de Gand, se sont déclarés compétents pour connaître des décisions d'octroi de la surveillance électronique ou de la semi-liberté à des condamnés dont le total des peines excède trois ans, qui ont été prises par l'administration avant le 1^{er} février 2007. Le tribunal de l'application des peines de Gand estime ne pas être compétent pour le suivi de ces décisions administratives.

C'est donc uniquement pour les condamnés relevant du tribunal de l'application des peines de Gand que le service des cas individuels a dû intervenir en cas de problème dans le déroulement de la surveillance électronique ou de la semi-liberté. Les décisions d'octroi de la surveillance électronique ou de la semi-liberté à des condamnés, dont le total des peines excède trois ans, remontent entre-temps à plus d'un an et demi, si bien que le nombre de dossiers en cours est limité. Mon administration a encore connaissance de quatre dossiers.

08.03 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, si j'ai bien compris, il y a eu une période de flou pendant laquelle le tribunal de l'application des peines de Gand s'est déclaré incompétent et au cours de laquelle le ministère a repris les dossiers qui n'ont pas été traités par le tribunal. Il a donc mis en place une procédure applicable lorsque les peines n'excèdent pas trois ans. Il s'agissait quasiment d'une procédure d'enfermement, alors que plusieurs procédures prévues par la loi existent. Comme n'importe quel TAP, le ministère aurait dû les respecter avant de mettre cette personne en prison. Il y a eu détention et privation de liberté sans qu'il y ait respect des procédures des tribunaux de l'application des peines.

Dans votre réponse, monsieur le ministre, vous évoquez quatre dossiers en cours. Concernent-ils des personnes actuellement privées de liberté ou bien leur cas est-il en suspens et on ne sait pas trop bien ce qu'elles deviennent? Dans ce cas, de quels recours ces personnes disposent-elles? Comment leur expliquer aujourd'hui dans quelle procédure elles sont? Comment aussi faire comprendre au tribunal de l'application des peines de Gand les limites de sa compétence? De même, quelles sont les limites de la compétence du ministère dans ce cas?

08.04 Jo Vandeuren, ministre: Monsieur Lahssaini, je ne pense pas qu'en pratique des problèmes se posent, étant donné que cela concerne des décisions antérieures au 1^{er} février 2007. En outre, à la suite du problème survenu à Gand, l'administration a pris sa décision. Personnellement, je ne connais pas les cas concrets mais, si vous le souhaitez, je peux me renseigner sur ce qui s'est passé.

Cependant, je ne dispose d'aucune information selon laquelle des dossiers n'auraient pas bénéficié du suivi nécessaire.

08.05 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, j'aimerais connaître le nombre de cas dans cette situation ainsi que leur évolution.

08.06 Jo Vandeuren, ministre: Il s'agit seulement de décisions administratives antérieures à février 2007. Par conséquent, une discussion sur la compétence du tribunal d'application des peines ne s'impose pas.

08.07 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Ma question tend à savoir combien de personnes se seraient retrouvées dans la même situation que celle de l'exemple cité et qui ont été privées de liberté à l'un ou l'autre moment. Cela signifie-t-il qu'il n'y en a plus aujourd'hui?

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De heer Landuyt heeft gevraagd om zijn interpellatie nr. 150 uit te stellen naar deze namiddag. Ik weet niet of de minister hiermee akkoord is?

08.08 Minister **Jo Vandeuren**: Mevrouw de voorzitter, we zullen kijken hoever we geraken vanmiddag.

09 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Jenne De Potter** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de uitbouw van het veiligheidskorps" (nr. 7571)
- de heer **Renaat Landuyt** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het veiligheidskorps" (nr. 7635)
- de heer **Bert Schoofs** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele

Hervormingen over "het veiligheidskorps" (nr. 7705)

09 Questions jointes de

- M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le développement du corps de sécurité" (n° 7571)

- M. Renaat Landuyt au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le corps de sécurité" (n° 7635)

- M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le corps de sécurité" (n° 7705)

09.01 **Jenne De Potter** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, met de wet van 25 februari 2003 werd de oprichting van het veiligheidskorps effectief. Van bij de aanvang werd het veiligheidskorps aanzien als een manier om een aantal taken van de politie over te nemen en dus hun opdracht te verlichten. Concreet gaat het om taken zoals het overbrengen van gevangenen naar hoven en rechtbanken, tussen gevangenen, het bewaken van gevangenen in de rechtbank, het handhaven van de orde in hoven en rechtbanken, en dergelijke meer.

Dit jaar bestaat het veiligheidskorps vijf jaar en het is ondertussen uitgegroeid tot een korps van om en bij de 380 personeelsleden. De kinderziekten die met zo'n opstart altijd gepaard gaan, zijn ondertussen achter de rug. Toch blijft een aantal problemen onopgelost. Zo verloopt de samenwerking tussen het veiligheidskorps en sommige lokale politiezones nog niet altijd optimaal, zijn er vragen over een verbetering van het statuut en is er de nodige ontevredenheid over het werken onder twee FOD's.

Mijn vragen aan de minister zijn de volgende. Denkt u eraan om in de toekomst meer taken en bevoegdheden over te dragen aan het veiligheidskorps? Zo ja, aan wat wordt dan gedacht?

Wat vindt de minister van het idee om het veiligheidskorps uit te bouwen tot een zelfstandig korps dat kan beschikken over een eigen beheer van middelen en intern hiërarchisch is opgebouwd? Dit laatste is een vraag van de mensen zelf.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de toch wel belangrijke onderhandelingen over de verbetering van het statuut? Welke stappen kunnen daar worden gezet? Ik heb begrepen dat er op 9 oktober een eerste officieel onderhoud heeft plaatsgevonden. Kunt u al enige vooruitgang aangeven? Wat is de stand van zaken?

09.02 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik stel deze vraag in het licht van wat zich de afgelopen weken heeft afgespeeld, in de eerste plaats bij de penitentiaire beambten die in staking zijn gegaan. Momenteel is er sprake van een "wapenstilstand", als ik het zo mag noemen, tot medio november. Vervolgens is de actie overgeslagen op de politie en op een gegeven moment heb ik mij de bedenking gemaakt dat ook het veiligheidskorps zich wel eens zou kunnen beginnen roeren. Dat de staking overslaat, is begrijpelijk omdat het zich allemaal situeert in hetzelfde domein.

Wordt een volwaardig statuut voor het veiligheidskorps in het vooruitzicht gesteld? Het gaat toch om zowat 400 personen. Wat zijn de plannen voor de toekomst? De onvermijdelijke vraag stelt zich hoe het zit met het budget. Is er op begrotingsvlak ter zake al iets in het vooruitzicht gesteld? Zonder middelen zal men immers niet kunnen overgaan tot het uitbouwen van een volwaardig korps.

Alvast dank voor uw antwoord, mijnheer de minister.

09.03 **Minister Jo Vandeuren**: Het statuut van het veiligheidskorps wordt geregeld door de wet van 25 februari 2003 houdende de inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken, en de overbrenging van gevangenen; het koninklijk besluit van 1 juli 2003 betreffende de selectie, de opleiding en de aanwerving van veiligheidsbeambten bij het veiligheidskorps voor de politie van hoven en rechtbanken, en voor de overbrenging van gevangenen bij de Federale Overheidsdienst Justitie; en het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende oprichting bij de Federale Overheidsdienst Justitie van een veiligheidskorps voor de politie van hoven en rechtbanken, en voor de overbrenging van gevangenen, en tot vaststelling van de organisatorische, administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de veiligheidsbeambten bij het veiligheidskorps van de Federale Overheidsdienst Justitie.

In de discussie over de overgang van de militairen van Defensie naar Justitie, en meer bepaald naar het

veiligheidskorps, werd vastgesteld dat het huidige statuut van de medewerkers van het veiligheidskorps niet sluitend is. De FOD P&O maakt meer bepaald opmerkingen betreffende de loopbanen, de pensioenrechten en de loopbaanperspectieven.

Op de vergadering van 3 juli 2008 met de drie syndicale organisaties, werd unaniem voorgesteld om het statuut van het veiligheidskorps ten gronde te herzien. Uit de gevoerde discussie kan worden geconcludeerd dat alle betrokken partijen van het sociale overleg vragende partij zijn om een nieuwe start te nemen en een specifiek statuut uit te werken voor het veiligheidskorps.

Vooraleer aan een herziening van het statuut van het veiligheidskorps te beginnen, dient in een technische werkgroep met de vertegenwoordigers van Justitie en Binnenlandse Zaken te worden onderzocht in welke mate de huidige structuur behouden blijft, dan wel of het veiligheidskorps als een autonoom korps kan fungeren, hetzij binnen Justitie, hetzij binnen de politiediensten.

Binnen deze werkgroep zullen immers, op basis van de praktijk en de ervaring met betrekking tot de werking van de voorbije jaren, antwoorden worden geformuleerd over vraagstukken als de administratieve werking en de werking van het veiligheidskorps, de operationele leiding, de verantwoordelijkheden en de informatiedoorstroming. Ik voeg eraan toe dat dit een vrij principiële discussie is. Wij kunnen daarover niet zomaar snel een beslissing nemen zonder met iedereen het nodige overleg te hebben. Daarom is die knoop nog niet doorgesneden. Het is echter duidelijk dat dit in de volgende maanden zal moeten gebeuren. Er moet werk worden gemaakt van het nieuwe en specifieke statuut. Op dit ogenblik is er nog geen optie genomen. Het overleg met Binnenlandse Zaken werd wel opgestart.

09.04 Jenne De Potter (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik steun u in de ambitie om het veiligheidskorps verder uit te bouwen en naar waarde te schatten. Ik begrijp dat de onderhandelingen zich nog in een beginstadium bevinden. Ik meen dat wij daarop moeten wachten. Het sociaal overleg moet ook een kans krijgen. Ik zal het verder opvolgen.

09.05 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, het syndicaal overleg waarnaar u en mijn collega verwijzen, is momenteel nog beperkt tot een zucht. Het is nog geen hete adem in uw nek, maar misschien zal men wel zeer snel tot besluiten moeten komen, zeker wanneer er zal worden gepraat met de penitentiare beambten. De politiediensten roeren zich ook.

Wat mij een beetje ongerust maakt, is dat u zegt dat er moet worden bekeken welk statuut men zal krijgen en of het zal ressorteren onder de FOD Justitie of onder Binnenlandse Zaken. Dat wil zeggen dat men pingpong zou kunnen spelen tussen Binnenlandse Zaken en Justitie. Momenteel dragen die mensen het uniform "FOD Justitie". Dat is mooi zichtbaar op de rug. Als het de andere FOD moet worden, dan zal er nog wat gebakkeleid moeten worden binnen de regering, vrees ik. In dat geval zijn wij nog niet aan land. Er zal dan natuurlijk ook bepaald moeten worden welke minister voor het budget van die diensten zal moeten instaan. Ik hoop van harte, mijnheer de minister, dat u kunt overeenkomen met uw collega op Binnenlandse Zaken wie wat zal doen of wie eventueel de hele hap voor zijn rekening zal nemen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les loisirs dans les prisons belges" (n° 7599)

10 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de vrijetijdsbesteding in de Belgische gevangenen" (nr. 7599)

10.01 Jean-Luc Crucke (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, ma question a été suscitée par une étude réalisée par l'Institut de criminologie de la KUL selon laquelle l'offre de services ou de loisirs au sein du monde pénitentiaire était insuffisante. Certes, on n'attend pas que les prisons soient transformées en hôtels trois étoiles! Cependant, l'étude a cela d'intéressant qu'elle établit le lien entre la possibilité de divertissement dans un monde clos et la réinsertion des prisonniers.

Tout d'abord, confirmez-vous le constat de cette étude? Est-il généralisé ou existe-t-il des différences selon les établissements pénitentiaires? Je me souviens d'avoir visité il y a peu la prison d'Arlon, et il y avait en effet de quoi se poser des questions. Si la réinsertion peut être facilitée par une prise de conscience – vous connaissez le principe "mens sana in corpore sano", il faut y contribuer judicieusement. Si ce n'est pas le

cas, on peut alors s'interroger sur le sens de l'investissement. Je souhaite donc faire le point avec vous sur ce dossier.

Un autre point soulevé par l'Institut de criminologie est une possible discrimination entre détenus belges et d'origine étrangère qui auraient encore moins d'accès à ce genre d'aide et de services. Est-ce vrai? Envisagez-vous une solution en la matière?

10.02 Jo Vandeurzen, ministre: Cher collègue, l'étude récente que vous citez réalisée en 2008 par la KUL a uniquement évalué l'offre d'aides et de services aux détenus séjournant dans les prisons flamandes et bruxelloises. Pour Bruxelles, une étude a également été menée en 2006 par l'ULB et la VUB sur l'aide sociale aux justiciables dans la Région de Bruxelles-Capitale, à la demande du Collège réuni de la commission communautaire commune.

Pour les prisons wallonnes, je ne dispose d'aucune étude récente de ce type. L'étude de la KUL que vous mentionnez montre que la Communauté flamande a développé, dans le cadre d'un plan stratégique, une offre diversifiée d'aides et de services dans les huit prisons étudiées. Fin 2007, ce plan stratégique était appliqué dans huit prisons. Début 2008, le gouvernement flamand a décidé d'étendre cette année ce plan stratégique aux autres prisons flamandes et bruxelloises

L'étude révèle que beaucoup d'activités restent trop peu accessibles pour de nombreux détenus. Cela se traduit par l'existence de listes d'attente pour participer à des activités d'apprentissage, de formation, de sport.

L'étude scientifique de la KUL pose comme conclusion que la qualité des activités d'aide et de service offertes a augmenté depuis la mise en œuvre du plan stratégique.

L'installation de fonctionnaires de la Communauté flamande dans une structure de collaborateurs stratégiques, de personnes de référence en matière d'organisation et d'accompagnateurs individuels dans les prisons, présente une garantie pour une offre de services toujours plus performante.

L'information à propos de l'offre est encore loin d'être suffisante. À cet égard, les acteurs de la Communauté et de la Justice ont un défi à relever.

L'étude susmentionnée de la KUL estime que l'offre est adaptée de façon adéquate aux détenus mais que le groupe des étrangers et allochtones au sein des prisons constitue encore une importante "black box". Il convient d'examiner plus avant dans quelle mesure ce groupe cible a accès à l'offre d'aides et de services. Les différences de langue et de culture constituent probablement des obstacles majeurs. Cependant, il faut signaler que de nombreuses organisations, telles que des services d'interprétation, d'enseignement, d'aide aux toxicomanes, etc., proposent des projets spécifiquement axés sur les allochtones ou les allophones. Y compris à l'égard de ce groupe cible, cette tâche relève en premier lieu des Communautés.

Pour terminer, je rappelle que les réformes de l'État en 1980 et 1988 ont attribué aux Communautés la compétence de l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion.

Dans les années '90, des accords de coopération ont été conclus entre la Justice et les Communautés en ce qui concerne l'aide sociale légale. C'est dans le cadre de ces accords que l'offre d'aides et de services aux détenus est organisée et développée.

Mes collaborateurs ainsi que l'administration pénitentiaire ont régulièrement une concertation avec les cabinets et les services compétents des ministres de la Communauté flamande et de la Communauté française ayant le bien-être dans leurs attributions et du ministre ayant la Commission communautaire commune dans ses attributions.

Les recommandations stratégiques du rapport d'étude précité, élaboré à la demande de la Communauté flamande, seront bien entendu également portées à l'ordre du jour de la concertation entre les ministres communautaires compétents et moi-même en ma qualité de ministre fédéral de la Justice.

10.03 Jean-Luc Crucke (MR): Je remercie le ministre pour sa réponse circonstanciée et précise.

Pour éviter tout malentendu, je voudrais préciser la chose suivante. L'étude de la KUL portait sur les prisons

flamandes et bruxelloises. Vous avez par ailleurs évoqué le plan stratégique qui existe en Communauté flamande. Cela signifie-t-il qu'il n'y aurait pas de pendant en Communauté française ou en Région wallonne? Ce type de plan n'existe-t-il pas du côté francophone?

10.04 Jo Vandeuren, ministre: Des initiatives ont été prises par la Communauté française, mais je ne pense pas qu'elles aient l'envergure du plan stratégique que nous avons préparé avec le gouvernement flamand. Bien sûr, des efforts sont poursuivis, du moins selon mes informations.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Questions jointes de

- Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la libération d'un des auteurs de l'agression violente dont a été victime un professeur" (n° 7609)

- M. Éric Thiébaud au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'agression d'un professeur dans une école de Ghlin et la problématique du manque de places dans les IPPJ" (n° 7615)

- M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les places d'accueil dans les institutions pour jeunes délinquants" (n° 7693)

- M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le contact des magistrats avec la CIOC" (n° 7819)

- M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le transfert de jeunes délinquants francophones détenus actuellement au centre fermé d'Everberg à la prison de Saint-Hubert" (n° 8016)

11 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de vrijlating van een van de geweldplegers waarvan een leraar het slachtoffer was" (nr. 7609)

- de heer Éric Thiébaud aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de geweldpleging tegen een leraar in een school te Ghlin en het plaatsgebrek in de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming" (nr. 7615)

- de heer Bart Laeremans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de opvangplaatsen in de instellingen voor jeugddelinquenten" (nr. 7693)

- de heer Fouad Lahssaini aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het contact van de magistraten met de CIOC" (nr. 7819)

- de heer Xavier Baeselen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het overplaatsen van momenteel in het gesloten centrum van Everberg opgesloten jonge Franstalige delinquenten naar de gevangenis van Saint-Hubert" (nr. 8016)

11.01 Jacqueline Galant (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, je reviens sur l'agression du professeur sur le site de l'école Don Bosco de Ghlin qui remonte déjà à quelques semaines. Le jour de l'agression, l'auteur avait été arrêté mais il avait pu retourner dans sa famille le soir même, faute de place en centre fermé. Le lendemain, par miracle, on a trouvé une place pour pouvoir l'enfermer.

Le signal envoyé non seulement au jeune en question mais également à la victime et à la société est déplorable. Ce type d'événement ne peut que contribuer à l'estompement de la norme et au sentiment d'insécurité. Plus grave encore, la libération de ce jeune et son retour dans sa famille ne peuvent que nourrir le sentiment d'impunité qu'éprouvent certains délinquants.

Pour le MR, cette impunité est inadmissible et cette problématique perdure depuis des années. Elle a déjà été dénoncée à plusieurs reprises et suite à la polémique sur le manque de places dans les institutions fermées de la Communauté française, le législateur fédéral a décidé en son temps de prendre lui-même en charge l'ouverture d'un centre fermé à Everberg, tout en promettant aux Communautés de développer une politique d'accompagnement psychologique et éducatif à l'attention des jeunes qui y résident.

Un deuxième centre fédéral fermé devrait également être construit, du côté de Saint-Hubert, je pense.

Monsieur le ministre, y a-t-il une concertation régulière entre les entités fédérées afin d'éviter ce type de situations particulièrement révoltantes?

Serait-il possible de disposer d'un inventaire du nombre de places disponibles dans les institutions de protection de la jeunesse?

Quel est le nombre de places disponibles à Everberg?

Quel sera le nombre de places disponibles dans le deuxième centre fédéral fermé?

Pour ce qui concerne plus spécifiquement la Communauté française, estimez-vous que la ministre en charge de ce dossier a pris les initiatives adéquates et suffisantes pour éviter ces libérations?

Quel est le nombre de décisions de libération qui ont été prises en raison du manque de places en institution?

Où en sommes-nous dans la mise en place de ce deuxième centre fédéral fermé?

11.02 Eric Thiébaud (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'ai déjà eu l'occasion de vous interroger en commission sur le manque de places dans les IPPJ suite aux trop nombreuses libérations dont font l'objet des mineurs coupables d'actes répréhensibles, alors qu'ils sont condamnés par la justice. Il y a quelques jours, un professeur d'une école de Ghlin s'est fait sauvagement agresser par deux personnes étrangères à l'établissement, qui ont été appelées par un élève chahuteur suite à une réprimande du professeur. Bien que ce jeune élève, âgé de quinze ans et commanditaire de l'expédition punitive, ait été interpellé, il est consternant de constater à nouveau qu'il a pu retourner impunément dans sa famille car plus aucune place n'était disponible ce jour-là dans les centres en milieu ouvert ou fermé.

Le gouvernement fédéral ne peut rester immobile face à la multiplication de faits de délinquance juvénile impunis, même si nous savons que c'est la Communauté française qui est compétente en matière de protection de la jeunesse et chargée d'exécuter les mesures prononcées à l'égard d'un mineur ayant commis une infraction.

Ma collègue Joëlle Kapompole a d'ailleurs questionné la ministre compétente à cet égard au sein du gouvernement de la Communauté française.

En effet, il est temps de prendre en considération les nombreux cas de mineurs coupables de violence et qui ne peuvent être accueillis au sein des IPPJ faute de places. Des réponses appropriées doivent être apportées pour mettre fin à ces lacunes en concertation avec les autres niveaux de pouvoir.

À la suite du meurtre de Joe en 2006, le gouvernement de la Communauté française a adopté un plan pour l'aide à la jeunesse qui prévoyait de nouvelles mesures pour la prise en charge des délinquants juvéniles. Lors d'une de mes précédentes interventions sur le sujet, vous vous déclariez conscient du problème qui se pose en Communauté française et vous évoquiez des initiatives pour pallier le manque de places en IPPJ.

Qu'en est-il aujourd'hui, monsieur le ministre? Avez-vous entamé une concertation entre les Communautés et l'Union des juges de la jeunesse comme vous l'aviez promis? Dans l'affirmative, à quel stade en sont les réflexions sur l'ensemble des moyens et l'encadrement de la protection de la jeunesse avec vos interlocuteurs? Des pistes concrètes sont-elles réellement évoquées? Si non, comptez-vous prendre des initiatives pour instaurer des synergies avec les Régions et les Communautés pour pallier le manque de places en IPPJ? Sachant que l'efficacité d'une loi dépend non seulement de sa qualité mais aussi des compétences des personnes qui l'appliquent sans oublier les moyens que l'État met à leur disposition, le gouvernement fédéral, dans la mesure de ses compétences, planche-t-il sur des mesures concrètes pour compenser la non-application efficace de la loi sur la protection de la jeunesse?

11.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, in Wallonië is andermaal veel deining ontstaan over het gebrek aan opvangplaatsen voor minderjarige delinquenten, nadat de beramer van een aanslag op een jonge leerkracht op vrije voeten was gesteld. Volgens de media – ik heb het zelf op televisie gezien – was het slachtoffer hierdoor zodanig geschrokken dat hij zelf van op zijn ziekenbed is gaan bellen naar verschillende instellingen, uit vrees voor represailles. Dat is echt schrijnend. Uiteindelijk kon de 15-jarige dader worden opgesloten. Of dat nu louter door zijn toedoen is, of ten gevolge van andere initiatieven, weet ik niet. Het was in elk geval een schrijnend verhaal.

Mijnheer de minister, kunt u de hoogst bevreemdende voorgeschiedenis van die plaatsingsmaatregel bevestigen? Gedurende welke termijn blijft de minderjarige minstens opgesloten? Wat is het lot van de twee meerderjarige daders? Het gaat hier immers om een zeer erge afrekening op een leerkracht, in het midden van de dag in aanwezigheid van andere leerlingen. Dergelijke zaken zijn tot nu toe bijna niet gezien.

Op welke wijze wordt de veiligheid van het slachtoffer gewaarborgd, ook op langere termijn? Het wil immers niet zeggen, omdat iemand tijdelijk is opgesloten, dat er nadien geen represailles volgen.

Kunt u een overzicht geven van de evolutie van het aantal opvangplaatsen in de gesloten instellingen van de Gemeenschappen sinds 1 januari 2006? Welke uitbreidingen zijn er nog op komst? Wat is nu het totaal aantal plaatsen per Gemeenschap?

Hoe vorderen beide federale projecten voor jeugddelinquenten? Wanneer zullen de nieuwe cellen klaar zijn? Wat is het tijdspad? Zal het in Everberg even lang duren als in Achêne? Het is een totaal ander project. In Everberg gaat het om een uitbreiding, in Achêne om een nieuwe instelling.

Voor welke categorie van jeugddelinquenten zijn zij bestemd: alleen voor jonge meerderjarigen die voor het eerst met het gerecht in aanraking komen en voor gevallen van uithandengeving, of ook voor andere minderjarigen die niet uit handen zijn gegeven? Dat is nog niet echt duidelijk. Aan welke criteria moeten die minderjarigen dan beantwoorden? Gelden dezelfde criteria en dezelfde regelgeving als voor het huidige Everberg, of komt er een nieuwe wetgeving? Zullen de Franstalige delinquenten van Everberg naar Wallonië worden overgeplaatst? Ik dacht dat dat in het verleden reeds was gezegd, maar ik wou dat nog even bevestigd zien.

Er zijn nog twee tijdelijke projecten. Het is niet duidelijk of dat in afwachting is van de afronding van de projecten in Everberg en Achêne, of dat die nog veel langer zullen openblijven. Het gaat hier om Tongeren en Saint-Hubert. Hoeveel opvangplaatsen zullen daar uiteindelijk komen? Is het regime identiek aan dat van Everberg? Dat was ook nog niet duidelijk. U had gezegd dat minstens Tongeren tegen het einde van dit jaar klaar zou zijn. Het is niet duidelijk wat de evolutie is. Hoeveel staan de onderhandelingen met de Gemeenschappen? Tegen wanneer kunnen de eerste delinquenten daar terecht? Is het project bedoeld voor de lange termijn of tot de ingebruikname van de nieuwe federale instellingen?

11.04 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre, plus personne n'ignore aujourd'hui l'incident qui s'est déroulé à Ghlin le mardi 30 septembre 2008, au cours duquel un enseignant de l'Institut Don Bosco a été agressé par trois jeunes. L'un d'eux, le commanditaire, est un élève de 15 ans fréquentant l'établissement, auquel il venait de faire une remarque. Les deux autres sont venus en renfort à l'appel du premier. La presse a largement relayé le fait que ce jeune a été libéré dès le soir même de l'incident, faute de place en IPPJ.

Le gouvernement de la Communauté française s'est doté en 2002 d'une Cellule d'information, d'Orientation et de Coordination (CIOC) des demandes d'admission adressées aux institutions publiques de protection de la jeunesse par les magistrats. Cette cellule doit être joignable 7 jours sur 7, jusqu'à 18 heures au minimum, y compris le week-end.

Monsieur le ministre, ma question est très précise. Dans l'affaire que je viens de citer, pouvez-vous confirmer ou infirmer, le cas échéant, que le magistrat auquel était confiée l'affaire a bien contacté la CIOC et quelle est la réponse qu'il a obtenue de la Cellule?

11.05 Minister Jo Vandeuren: Mijnheer de voorzitter, collega's, uit de informatie die ik mocht bekomen, blijkt dat de minderjarige werd geplaatst in de gemeenschapsinstelling te Jumet, voor een periode van 40 dagen. De twee meerderjarige daders werden onder aanhoudingsmandaat geplaatst op 7 oktober laatstleden voor feiten van opzettelijke slagen en verwondingen met arbeidsongeschiktheid en verzwarende omstandigheden, ingevolge artikel 404bis van het Strafwetboek.

Voor het slachtoffer werd er geen speciale beschermingsmaatregel genomen.

Een evolutie in het aantal opvangplaatsen in de gemeenschapsinstellingen sinds 1 januari 2006 mocht ik van de Gemeenschappen niet ontvangen in deze korte tijdspanne.

L'autorité fédérale organise régulièrement des réunions de concertation sur les problèmes qui se posent sur

le terrain, parmi lesquels le manque de places et l'entrée en vigueur d'articles. Des réunions de concertation ont lieu avec les Communautés et avec les acteurs de terrain. Un Centre pour le placement provisoire des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction a été créé par l'arrêté royal du 1^{er} mars 2002. L'actuel centre fermé fédéral d'Everberg compte 24 places pour des mineurs issus d'une juridiction néerlandophone et 24 places pour des mineurs issus d'une juridiction francophone, ainsi que deux places pour des mineurs issus d'une juridiction germanophone.

Via de wet diverse bepalingen werd de inwerkingtreding van de artikelen van de wet van 15 mei 2006 en 13 juni 2006 op 1 januari 2009 uitgesteld, met dien verstande dat er zou worden getracht die zo snel mogelijk in werking te laten treden, uiterlijk tegen 1 januari 2011. Het gaat over de oprichting van het federaal gesloten centrum voor: "Les personnes à l'encontre desquelles un mandat d'arrêt a été délivré à la suite d'un dessaisissement et qui doivent pouvoir être placées dans un centre fédéral fermé, les personnes qui ont été condamnées à une peine d'emprisonnement principale ou à une peine d'emprisonnement accessoire et qui doivent subir cette peine dans une aile punitive d'un centre fédéral fermé et les personnes qui à la suite d'une incitation en dessaisissement sont placées en régime éducatif fermé dans une des institutions visées à l'article 37, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 8° et qui doivent pouvoir être confiées à une section 'éducation' d'un centre fédéral fermé."

Zoals gezegd, is het mijn ambitie om zo snel mogelijk duidelijkheid te verschaffen en ervoor te zorgen dat de problematiek van de capaciteit, minstens wat de federale bevoegdheden betreft, definitief wordt opgelost.

Dat staat dus los van alle discussies over de evaluatie van de wet op de jeugdbescherming, die uiteraard in het regeerakkoord werd aangekondigd.

Tussen de federale overheid Justitie en de betrokken Gemeenschapsministers zijn de onderhandelingen beëindigd met het oog op de aanpassing van het bestaande protocol. Het gaat hierbij over de uitbreiding van de federale gesloten centra om tegemoet te komen aan de wetsbepalingen die zonet werden aangehaald. Daarmee wordt dan ook aangetoond dat het uitstel slechts voorlopig was en dat we een en ander uiteraard sneller effectief in werking zullen laten treden.

In de nieuwe federale centra zullen heel wat nieuwe plaatsen worden gecreëerd bestemd voor zowel de Vlaamse als de Franse en Duitse Gemeenschap. Het is de intentie van de federale regering om voor de Vlaamse Gemeenschap in bijkomende plaatsen te voorzien in Everberg en Tongeren. Voor de Franse en Duitse Gemeenschap zal dat het geval zijn in Achêne en Saint-Hubert.

Mijn diensten leggen in samenwerking met de Regie der Gebouwen de laatste hand aan de concretisering van de plannen.

Zoals is vastgelegd in het masterplan voor de uitbreiding van de gevangenis capaciteit zal Everberg op termijn worden uitgebreid tot een capaciteit van 126 plaatsen voor de Vlaamse Gemeenschap, terwijl Achêne wordt opgericht voor een capaciteit van 120 plaatsen ten behoeve van de Franse en de Duitse Gemeenschap.

De werkzaamheden zullen in aparte fases verlopen en zullen op korte termijn van start gaan voor Tongeren en Saint-Hubert. De centra zijn immers nodig om in de vervanging van de opvang te voorzien wanneer de werken van start zullen gaan in Everberg. Dat zal gebeuren in de loop van 2009. Tongeren en Saint-Hubert moeten dan klaar zijn, terwijl de voltooiing van Everberg en Achêne gepland is tegen eind 2011 of 2012.

De bedoeling is dat op termijn in Tongeren en Saint-Hubert minstens plaatsen worden bestemd voor jongeren lastens wie een aanhoudingsbevel werd uitgevaardigd en voor personen die veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf.

Naar gelang het verloop van alle werkzaamheden zal een herverdeling gebeuren van de verschillende categorieën op basis van de wetgeving en na akkoord tussen de federale autoriteit en de betrokken Gemeenschappen.

En ce qui concerne les institutions communautaires, la Communauté française dispose de 85 places fermées à Fraipont et Saint-Servais et 144 places ouvertes à Jumet, Fraipont et Saint-Servais. La construction d'une section fermée pour 10 personnes est en cours à Wauthier-Braine.

La Communauté flamande dispose de 246 places réparties entre les institutions communautaires d'assistance spéciale à la jeunesse de Ruiselede, Beernem et Mol. Il s'agit de 116 places ouvertes et 130 places fermées.

Plusieurs fois déjà, et encore aujourd'hui, les membres de votre commission m'interpellent sur le nombre de places disponibles pour placer certains jeunes auteurs de faits criminels. J'y reviendrai plus tard dans mon exposé. Je viens de vous énumérer les mesures prises par l'autorité fédérale pour combler les lacunes en ce domaine. Tongres et Saint-Hubert ont été choisis parce que là, les bâtiments étaient disponibles.

De inrichting in Tongeren werd verlaten omwille van de problemen van de overbevolking en de ontoereikendheid van de inrichting om aan de behoeften te voldoen. Vandaag plaatsen we er geen 90 mensen meer, maar maximaal 34 jongeren, en de inrichting zal opnieuw worden geconditioneerd.

Saint-Hubert a été choisi parce que cet établissement est composé de plusieurs bâtiments répartis sur un vaste terrain. La configuration de ce terrain permet d'isoler les pavillons 3 et 4 et de les réserver aux jeunes. En outre, sur ce terrain, des possibilités de récréation et de sport peuvent être mises à disposition permettant ainsi l'organisation d'un régime et de soins spécifiques. Il est vrai que Saint-Hubert n'est pas situé au centre de notre pays mais il faut choisir. Il faudra sans doute s'organiser pour répartir les jeunes concernés. Tout cela a d'ailleurs été discuté avec la Communauté française qui compte prendre des mesures à son niveau pour réorganiser et réorienter ses méthodes de travail.

Les détenus qui occupent actuellement les pavillons en question seront répartis sur le site de Saint-Hubert et/ou replacés ailleurs, ce qui se fera progressivement dès aujourd'hui.

Laat ik het nog maar eens heel duidelijk zeggen: ik wil een einde maken aan het gebrek aan capaciteit voor werkelijk problematische jongeren die een gevaar zijn voor de samenleving, voor zoverre het mogelijk is binnen de federale bevoegdheden en de federale wetgeving. Het moet gedaan zijn. Wij hebben daarom de onderhandelingen over het protocol geactiveerd en we zijn nu in de laatste fase van voltooiing in overeenstemming met de Gemeenschappen. Ik wil dat het protocol resulteert in capaciteit op het federaal niveau en binnen de federale wetgeving, die voldoende is en die dus ook de problematiek definitief kan oplossen.

Ik lever daar bijzondere inspanningen voor. Het moet gebeuren in een cascade van verbouwingen en nieuwbouwprojecten. Het is ook de reden waarom wij onmiddellijk op het moment dat het meerjarenplan is vastgelegd, ook hebben beslist tot de inplanting in Achêne. Op die manier zullen de werken op mekaar zijn afgesteld. Met de Regie der Gebouwen zijn wij daar bijna aan het einde van onze onderhandelingen. De kredieten zijn daarvoor beschikbaar gemaakt. Ik hoop dat wij dan zullen kunnen zeggen dat we de capaciteitsvraagstukken op federaal niveau binnen de huidige wetgeving zullen hebben opgelost.

Of de minister van de Franse gemeenschap bevoegd voor de jeugdbescherming, naar aanleiding van voornoemd dossier voldoende maatregelen heeft genomen, daarover kan en wil ik mij uiteraard niet uitspreken. Ik kan u wel zeggen dat de uitbreiding van de capaciteit in nauw overleg gebeurd is met de betrokken gemeenschapsministers en dat zal haar vruchten afwerpen.

Ik dien wel te vermelden dat hier over een vrijlating gesproken wordt – zo heb ik begrepen uit een van de vragen –,terwijl men er niet van op de hoogte is welke maatregelen er genomen zijn jegens de betrokken minderjarige.

Au cours des précédentes réunions de la commission, il a déjà été souligné à plusieurs reprises que le retour dans le milieu familial n'est pas synonyme d'impunité mais qu'il s'accompagne généralement d'une série de mesures.

Ik denk hier onder meer aan het uitvoeren van alternatieve prestaties, het volgen van pedagogische en medische richtlijnen, zich richten naar richtlijnen van de dienst herstelbemiddeling en het respecteren van contact- en uitgangsverboden. Ik heb daar echter zoals gezegd geen informatie over.

Je n'ai pas pu obtenir de liste de refus des Communautés concernées. Étant donné que les mineurs sont placés sur différentes listes d'attente par les magistrats qui sollicitent une place, cela donnerait une image tout à fait faussée de la réalité, du moins selon les Communautés concernées.

Le magistrat a pris contact avec la CIOC pour une autre demande de placement. Suite à la réponse d'impossibilité de placement en milieu fermé, il a contacté la direction des IPPJ de Fraipont et de Wauthier-Braine qui n'ont pu donner une réponse satisfaisante.

11.06 Jacqueline Galant (MR): Monsieur le ministre, je souligne votre ambition d'arriver à plus de clarté entre les différents niveaux de pouvoir, notamment entre le fédéral et la Communauté française. Je pense que vous êtes conscient qu'il y a urgence à légiférer dans cette matière, et qu'on ne peut plus répéter les situations que nous avons vécues récemment, notamment à Ghlin. Chaque fois qu'un tel événement se passe, nous revenons poser la question en commission, mais malheureusement cela n'avance pas assez vite.

Par contre, je ne partage pas votre avis quant au fait que le retour en milieu familial ne crée pas de sentiment d'impunité. Dans le cas de Ghlin, le soir-même de l'agression, le jeune est retourné dans sa famille. Cela a créé un sentiment d'impunité dans la Région de Mons-Borinage, où les jeunes ont pensé qu'ils pouvaient tout faire sans crainte. Il a fallu attendre le lendemain pour qu'il trouve une place en centre fermé.

Je vous remercie pour votre réponse, j'ai l'impression que vous voulez vraiment avancer dans ce dossier. Mais si cela n'avancait pas comme nous le souhaitons, nous vous interrogerons à nouveau.

11.07 Eric Thiébaud (PS): J'apprécie le fait que le ministre n'ait pas répondu de manière communautaire. Le fédéral va prendre ses responsabilités, sans rejeter le problème vers les Communautés. Cela m'a agréablement surpris.

Je rejoins ma collègue Mme Galant sur le fait que la libération du jeune le soir-même a créé un sentiment d'impunité dans la région, relayé par la presse, malgré les mesures d'accompagnement qui ont été prises dans la famille. Il ne faut plus que cela arrive.

11.08 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, ma question était très précise. Je ne peux dès lors pas me permettre de réagir sur l'ensemble de votre réponse, ni pour marquer ma différence de perception quant au retour dans les familles qui, selon moi, peut être l'indication la plus adéquate à un moment donné.

Ma question concernait le contact entre le magistrat et la CIOC. Si j'ai bien compris, le magistrat a contacté la Cellule mais celle-ci ne lui a pas donné de réponse favorable. Ensuite, il a lui-même pris des contacts avec d'autres centres. Il semblerait qu'il y ait eu un problème de communication entre ce magistrat et la Cellule, vu que le lendemain, des places étaient disponibles. Est-ce correct?

11.09 Jo Vandeuren, ministre: Le magistrat a pris contact avec la CIOC pour une autre demande de placement car il a eu une réponse d'impossibilité de placement en centre fermé. Il avait contacté les directions de l'IPPJ de Fraipont et de Wauthier-Braine qui n'avaient pas pu lui donner de réponse satisfaisante.

11.10 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, a-t-il pris un contact avec la Cellule pour cette situation?

11.11 Jo Vandeuren, ministre: Non, pour une autre! Du fait qu'on lui ait dit qu'il n'y avait pas de place, il a certainement pensé inutile de reprendre contact pour cette nouvelle situation.

11.12 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de mogelijkheid tot evaluatie van de wet van 15 mei 2007 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot herstel van artikel 509quater van het Strafwetboek" (nr. 7602)

- de heer Raf Terwingen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het deskundigenonderzoek" (nr. 7892)

- mevrouw Carine Lecomte aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de hervorming van de procedure gerechtelijke expertise" (nr. 8039)

12 Questions jointes de

- Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la possibilité d'évaluation de la loi du 15 mai 2007 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509quater du Code pénal" (n° 7602)

- M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'expertise" (n° 7892)

- Mme Carine Lecomte au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la réforme de la procédure d'expertise judiciaire" (n° 8039)

12.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek is sinds ruim een jaar van kracht.

Ik heb u in maart hierover al een vraag gesteld. Desondanks blijven mij, en blijkbaar ook andere collega's, berichten bereiken van deskundigen. Voornoemde wet zou, hoewel bedoeld om de expertise vlotter te laten verlopen en de kosten te beperken, niet zelden het omgekeerde effect ressorteren.

Ik kaart een aantal concrete problemen aan. In de praktijk blijkt dat de installatievergaderingen meestal niet worden toegepast. De deskundigen kunnen trouwens meestal niet accuraat antwoorden op vragen inzake kostprijs en duur van de expertise vooraleer het probleem gekend en bestudeerd is. Zelfs tijdens de loop van de expertise kunnen onverwachte bevindingen of wendingen aanleiding geven tot bijkomende onderzoeken, het inroepen van bijkomende partijen, enzovoort.

Een eerste probleem geldt dus de installatievergadering die meestal niet wordt toegepast. Wij kennen allemaal de woorden van de voorzitter op de zitting: "Gaaf u akkoord dat er afstand wordt gedaan van die installatievergadering?". Dat is een eerste pijnpunt.

Een tweede zwak punt in de wetgeving betreft de provisionering van de deskundigen. Indien de toegekende provisies onvoldoende blijken om het onderzoek uit te voeren, moeten bijkomende gelden worden opgevraagd via de rechtbank. Daarna is het wachten op het vonnis en de betaling via de griffie. Meestal wordt het oproepen van deskundigen en partijen in de raadkamer ervaren als iets wat tijd en energie vergt, die nuttiger kunnen worden besteed. Het wachten op gelden om de verdere expertiseverrichtingen te financieren, wordt tevens aanzien als tijdverlies.

Bovendien blijkt het doorstromen van de provisies vanuit de griffies naar de deskundigen niet altijd even vlot te verlopen. Het is aangewezen dat de vonnissen duidelijker zouden stipuleren wie de provisie moet betalen. De omschrijving "de meest gerede partij" geeft heel dikwijls aanleiding tot discussie tussen de partijen waardoor betaling uitblijft, het onderzoek geblokkeerd is en de zaak niet opgelost raakt.

Een derde pijnpunt betreft de controle op de termijn van uitvoering van de expertises. Dat is op zich een goede zaak, voor zover de rechtbanken evenwel de experts niet nodeloos te pas en te onpas oproepen, waardoor ze tijd verliezen. De termijnen kunnen ook aan de krappe kant gesteld zijn, vooral in expertises waarbij meerdere partijen betrokken zijn.

Tot zover slechts enkele pijnpunten die mij vanop het terrein bereiken. Mijnheer de minister, hebt u weet van deze concrete problemen? Zo ja, hoe denkt u die in het kader van een eventuele reparatiewet, te verhelpen? Acht u het nuttig een evaluatiemoment van deze wet in te bouwen? Zo ja, wanneer?

12.02 **Raf Terwingen** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag gaat over een aspect van de vraag van mevrouw Lahaye-Battheu.

Er werd mij door een voorzitter van de rechtbank gemeld dat men problemen heeft met het beheersen van de geldstromen die tot stand komen bij de provisionering van de deskundigen.

Vroeger stonden de partijen zelf in voor de provisionering via hun advocaat. U weet dat de nieuwe wet voorziet dat de provisionering moet gebeuren door storting aan de griffie van de betrokken rechtbank en dat

er vervolgens een doorstorting gebeurt aan de deskundigen.

Blijkbaar zou er bij een aantal griffies praktisch een probleem zijn gerezen. De boekhoudprogramma's waarover zij beschikken, zijn er niet op voorzien om dit soort geldstromen op een systematische manier te traceren en te begeleiden.

Bent u op de hoogte van dit probleem met het boekhoudprogramma dat moet voorzien in de provisioneringsstromen? Zo ja, welke remedie zult u toepassen?

12.03 Minister **Jo Vandeuren**: Ik kan de collega's alleen maar bevestigen dat op dit moment de laatste hand wordt gelegd aan een wetgevend initiatief om een antwoord te bieden op een aantal knelpunten, die op het terrein worden gesignaleerd en die u ook terecht aanhaalt. Wij zijn ervan overtuigd dat er zich aanpassingen opdringen.

Er moet daarbij rekening worden gehouden met de voorstellen die zijn gedaan door de verschillende actoren die betrokken zijn bij de expertises. Zo heeft ook de Federatie van de Belgische Expertenverenigingen voorstellen mogen formuleren en daarmee werd ook rekening gehouden.

Ik zal even uw punten overlopen. Ik geef u mijn persoonlijke overtuiging. Wij zijn dit aan het finaliseren. Het zou kunnen dat er hier en daar nog een wijziging wordt aangebracht. Ik geef u in grote lijnen waaraan op dit moment concreet wordt gedacht.

De huidige wetgeving kan maar van de installatievergadering afzien, mits instemming van de partijen. Dit leidt in een aantal gevallen tot het organiseren van een installatievergadering, los van de vraag of deze wel nodig is of tot het systematische verzoek van de rechter om afstand van de vergadering te doen. Teneinde dit te verhelpen, zouden wij kunnen voorzien in de beoordeling van de opportuniteit van de installatievergadering door de partijen en/of de rechter.

Verder zal de rechter in ons voorstel de plaats van de installatievergadering kunnen bepalen in samenspraak met de deskundigen. Hoewel dit door sommigen onder de actuele bepaling, nl. de installatievergadering die in raadkamer plaatsvindt, reeds wordt aanvaard, zal de installatievergadering alzo ter plaatse kunnen doorgaan. Op die manier zal de deskundige de vragen, die hem worden gesteld naar aanleiding van de installatievergadering, met betere kennis van zaken kunnen beantwoorden. Wij zullen ook proberen te bepalen dat de deskundige enige tijd voor de installatievergadering daartoe over een bundel kan beschikken.

Wat betreft het aangehaalde probleem van de onverwachte bevindingen kent de wet in haar geldende vorm de mogelijkheid de opdracht van de deskundige aan te passen indien dit in de loop van het onderzoek nodig mocht blijken. Het gaat hier om artikel 973, §2. De procedure in raadkamer voor betwistingen houdt expliciet de betwisting tot uitbreiding of verlenging van de opdracht in. De artikelen 980 en 981 van het Wetboek komen tegemoet aan de problematiek van de versteklatende of tussenkomende partijen.

Met betrekking tot de provisies kan ik u zeggen dat er voor de vraag tot consignatie van een bijkomend voorschot of de verdere vrijgave – artikel 988 van het Gerechtelijk Wetboek – in de regel geen zitting in de raadkamer plaatsvindt en de partijen dus niet worden opgeroepen. De rechter oordeelt op stukken en beschikt daarbij over de wettelijke beraadtermijn. Indien dit niet voldoende garanties zou bieden, komt het ook aan de deskundige toe om bij aanvang van de expertise om een voldoende provisie en vrijgave te vragen.

Als antwoord op de vraag van de heer Terwingen, stellen we voor om de consignatie ter griffie af te schaffen en als enige mogelijkheid in de consignatie bij een kredietinstelling te voorzien. De knowhow en de professionaliteit van een financiële instelling lijkt ons op dit terrein meer werkzaam en er mag verwacht worden dat dit tot een snellere en vlottere afhandeling van de financiering van expertise zal leiden.

Verder behoort de aanduiding door de rechter van de partij die tot de consignatie dient over te gaan, in toepassing van artikel 987 van het Gerechtelijk Wetboek tot de bevoegdheid van de rechter en moet hij hier soeverein over kunnen oordelen. Ik kan alleen maar samen met u de wensen formuleren dat de uitspraken in de gevallen waarover er discussie mogelijk is over wie er als meest gerede partij wordt aanzien, voldoende duidelijk zouden zijn.

Wat ten slotte de – onhaalbare – termijnen aangaat, trachten we tegemoet te komen aan de verzuchtingen van de verschillende groepen. Dienaangaande gaat het over zeer uiteenlopende wensen en vragen ze niet allemaal hetzelfde. We proberen een evenwicht te behouden tussen wat als redelijk wordt ervaren, zonder evenwel de bespoediging van de expertises in het gedrang te brengen. We zoeken uit of we hiervoor een libellering kunnen voorstellen.

Samengevat moeten we erkennen dat zich een aantal pijnpunten manifesteren. Ik denk dat dit niet ongebruikelijk is als zo'n nieuwe wet in werking treedt. Er zijn een aantal knelpunten die door iedereen op dezelfde manier wordenesignaleerd. U mag verwachten dat er hierover in de volgende maanden een wetgevend initiatief zal komen.

12.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Ik dank de minister voor zijn antwoord waarin hij vooral aankondigt dat er een reparatiewet komt. U zegt binnen enkele maanden, is dat dan nog dit jaar?

12.05 Minister Jo Vandeurzen: De stand van zaken is dat de teksten klaar zijn. Dit maakt deel uit van een wat groter wetsontwerp. Ze worden in de IKW's besproken, moeten vervolgens naar de regering en de Raad van State tot ze naar het parlement komen.

12.06 Raf Terwingen (CD&V): Mijnheer de minister, wij zijn in blijde verwachting.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het arrest van het Grondwettelijk Hof aangaande de evaluatie van de korpschefs" (nr. 7600)

13 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle relatif à l'évaluation des chefs de corps" (n° 7600)

13.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik zal mijn vraag die op papier nogal uitvoerig is verkort stellen.

In het kader van de hervorming van de magistratuur en in een poging om te komen tot een performanter gerecht werd onder meer artikel 151 van de Grondwet gewijzigd. In de zesde paragraaf van dit artikel wordt gesteld dat rechters, ambtenaren van het openbaar ministerie, de voorzitter en de afdelingsvoorzitters van het Hof van Cassatie, de kamervoorzitters van de hoven en de ondervoorzitters van de rechtbanken, worden onderworpen aan een evaluatie. Met de wet van 18 december 2006 op het gebruik der talen in gerechtszaken is de wetgever echter nog een stap verder gegaan door te voorzien in een evaluatie van de korpshoofden door een college van zes leden. Een lid wordt aangewezen door de eerste voorzitter van het Rekenhof en een door de uitvoerende macht. Deze evaluatie heeft betrekking op de managementcapaciteiten en meer in het bijzonder op het personeelsbeheer en de genomen maatregelen teneinde de gerechtelijke achterstand te bestrijden.

Een aantal korpshoofden heeft tegen deze wettelijke bepalingen geageerd en is naar het Grondwettelijk Hof gegaan om de regeling aan te vechten. In een arrest van 1 september 2008 heeft het Grondwettelijk Hof deze korpsoversten gelijkgegeven en erop gewezen dat de Raad van State destijds in zijn advies over het betrokken wetsontwerp al had gewezen op de onmogelijkheid om de korpsoversten te evalueren, wat niet is gevolgd op dat ogenblik. Ik zal de inhoud van het arrest van het Grondwettelijk Hof niet herhalen. Het is echter in elk geval zo dat het Grondwettelijk Hof overgegaan is tot de vernietiging van een aantal bepalingen van voornoemde wet.

Mijnheer de minister, ik zou van u graag willen vernemen welke concrete gevolgen deze uitspraak van het Grondwettelijk Hof heeft en welke maatregelen u dienaangaande zult treffen.

13.02 Minister Jo Vandeurzen: Mevrouw de voorzitter, in het arrest 4268 van 1 september 2008 worden enkel de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek vernietigd die betrekking hebben op de evaluatie van de korpschef van de zittende magistratuur, wegens tegenstrijdigheid met artikel 151 van de Grondwet, terwijl de evaluatie van de korpschef van het openbaar ministerie behouden blijft.

Er wordt de wetgever verweten dat hij een identieke behandeling heeft ingevoerd tussen twee categorieën van magistraten voor wie de grondwetgever een verschil in behandeling heeft voorzien. Aangezien het artikel 151 paragraaf 6 in de verklaring tot herziening van de Grondwet van 1 mei 2007 niet is opgenomen binnen de bepalingen die voor herziening in aanmerking komen, kunnen de korpschefs van de zittende magistratuur tijdens deze legislatuur niet meer worden geëvalueerd in de stand van de wetgeving na het arrest.

Er zal dus wetgevend moeten opgetreden worden. De wijzigingen die krachtens de wet van 18 december 2006 zijn aangebracht aan artikel 249 quater van het Gerechtelijk Wetboek blijven behouden, behalve de samenstelling van het dossier dat wordt opgesteld in het kader van de verlenging van het mandaat van korpschef van de zittende magistratuur. Dit betekent dat de korpschef van de zittende magistratuur een mandaat behoudt van vijf jaar dat onmiddellijk één keer hernieuwbaar is in hetzelfde rechtscollege. Dat is de situatie.

Het hof heeft de verzoekende partijen die de evaluatie van de korpschef van het openbaar ministerie wilden laten vernietigen door aan te voeren dat de wetgever diezelfde bedoelingen had, niet gevolgd. Het is dan ook krachtens de Grondwet dat de wetgever evaluatieregels moet opstellen die van toepassing zijn op de korpschef van het openbaar ministerie. In de huidige stand van de wetgeving moet de korpschef van het openbaar ministerie dan ook worden geëvalueerd op grond van artikel 259 novies en unies van het Gerechtelijk Wetboek en op grond van het koninklijk besluit van 9 mei 2008 tot vaststelling van evaluatiecriteria van de korpschef en de weging van deze criteria.

Om het antwoord op de gevolgen van het arrest van het Grondwettelijk Hof aangaande de evaluatie van de korpschefs te kunnen formuleren, ben ik van mening dat het mandaatsysteem en het evaluatiesysteem van de korpschefs van de magistraten in het algemeen aan een grondige evaluatie toe is. Los van een punctuele remedie naar aanleiding van het arrest en specifiek voor de evaluatie van de korpschef van de zittende magistratuur, denk ik dat de discussie ruimer zal zijn.

In die zin heb ik in juni 2008 reeds een zeer omvangrijke adviesvraag gesteld aan de Hoge Raad voor de Justitie om te streven naar een modern personeelsmanagement voor de magistraten. In deze adviesvraag is de Hoge Raad voor de Justitie ook gevraagd een geactualiseerd, concreet en allesomvattend advies te geven over hoe de bestaande evaluatiesystemen van magistraten en korpschefs-mandaathouders dienen verbeterd te worden.

Er zijn twee elementen. Wat de korte termijn betreft zijn wij technisch aan het nagaan hoe wij het arrest moeten uitvoeren indien zich dit opdringt, en ik denk dat dit wel het geval zal zijn. Ik moet u toch meegeven dat ik dat toch ga plaatsen in een breder debat over het geheel van de evaluatiesystemen en het mandaatsysteem.

13.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik heb geen repliek.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Nu wordt de vraag nummer 7644 van mevrouw Schryvers behandeld. Er werd voorgesteld om daarna de samengevoegde vragen van de heer Frédéric en mevrouw Galant te behandelen, onder punt 32 van onze agenda, vermits de heer Frédéric naar het Comité P moet.

14 Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de betrokkenheid van pleegouders in juridische procedures met betrekking tot hun pleegkind voor de jeugdrechtbank" (nr. 7644)

14 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'implication des familles d'accueil dans des procédures juridiques devant le tribunal de la jeunesse concernant l'enfant placé chez elles" (n° 7644)

14.01 Katrien Schryvers (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb een vraag in verband met de betrokkenheid van pleegouders in procedures aangaande het pleegkind voor de jeugdrechtbank.

Luidens artikel 46 van de jeugdbeschermingswet moet de dagvaarding op verzoek van het openbaar

ministerie of de waarschuwing die het geeft, op straffe van nietigheid worden gericht aan de opvangouders. Uit een rondvraag door de vzw "Ondersteuningsstructuur Bijzondere Jeugdzorg" bij de Vlaamse diensten voor pleegzorg blijkt dat opvangouders in bepaalde gerechtelijke arrondissementen als Antwerpen, Mechelen, Turnhout en Gent wel en in andere arrondissementen niet zoals in Kortrijk of niet systematisch zoals in Hasselt, worden opgeroepen door de jeugdrechtbank. Deze uiteenlopende praktijken brengen heel wat onzekerheid mee voor de opvangouders. Voor de diensten van pleegzorg is het zeer moeilijk uit te leggen aan de opvangouders wat ze mogen verwachten. De wet, die is gewijzigd in navolging van een arrest van het Arbitragehof, is nochtans duidelijk.

Een tweede pijnpunt dat uit de rondvraag blijkt, is de inzage van het dossier van het pleegkind door de opvangouders op de griffies van de jeugdrechtbanken. Zelfs al worden de opvangouders opgeroepen, dan nog blijkt dat ze niet in elk arrondissement het dossier op de griffie mogen inkijken. Ze moeten de omweg volgen van het vragen van toelating aan het parket en dat zorgt vaak voor een hoge drempel.

Een derde pijnpunt is het apart horen van partijen. Indien er zich ernstige conflicten voordoen tussen de opvangouders en de natuurlijke ouders, wordt dit door de pleegzorgdiensten als zeer wenselijk ervaren. Ook op dit punt blijkt uit voorgaande rondvraag de praktijk tussen de gerechtelijke arrondissementen toch wel sterk uiteen te lopen. Zo hoort de jeugdrechtbank van Turnhout de partijen wel afzonderlijk, kan men hierom in Antwerpen uitdrukkelijk verzoeken en gebeurt dit in het merendeel van de Vlaamse jeugdrechtbanken niet.

Mijnheer de minister, zijn u voornoemde verschillen in toepassing van de wet bekend? Hoe zijn ze eventueel te verklaren en zijn daarover gegevens beschikbaar? Overweegt u maatregelen te treffen om deze verschillen weg te werken? Zo ja, welke?

14.02 Minister **Jo Vandeuren**: Mevrouw de voorzitter, geachte collega, ik moet u eerlijk zeggen dat mij geen verschil in toepassing bekend was. Onze administratie is ook verwonderd dat de wet met betrekking tot het oproepen van pleegouders in Kortrijk niet zou worden toegepast. Artikel 46 van de jeugdwet is nochtans zeer duidelijk, doordat ze stelt dat de dagvaarding, op straffe van nietigheid, moet worden gericht aan de ouders, opvangouders, voogden of degenen die de minderjarige onder hun bewaring hebben en in bepaalde gevallen aan de minderjarige zelf.

Volgens de vzw Ondersteuningsstructuur Bijzondere Jeugdzorg is er blijkbaar ook een verschil in toepassing van het inzagerecht van de dossiers door opvangouders en het horen van partijen. Navraag bij het expertisenetwerk Jeugdbescherming heeft ons geleerd dat men er daar niet van op de hoogte is. Ik heb het expertisenetwerk Jeugdbescherming dan ook gevraagd navraag te willen doen bij alle rechtbanken om de correctheid van de vermelde gegevens te verifiëren en eventueel eenvormige richtlijnen uit te schrijven.

14.03 **Katrien Schryvers** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik denk dat het inderdaad belangrijk is dat er eenvormige richtlijnen zijn, die overal worden gevolgd. Ik heb de informatie gekregen van de vzw Ondersteuningsstructuur Bijzondere Jeugdzorg en ik kan die gegevens ook verzenden, indien dat gewenst is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Questions jointes de

- M. André Frédéric au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la restitution des armes suite à l'adoption de modifications à la loi de 2006 sur les armes" (n° 7786)

- Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les armes non détruites dans certaines zones de police" (n° 7826)

- Mme Jacqueline Galant au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la possibilité d'introduire un recours auprès du ministre de la Justice en cas de non-respect par les gouverneurs des délais de décision" (n° 7827)

15 Samengevoegde vragen van

- de heer André Frédéric aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de inlevering van wapens na de goedkeuring van de wijzigingen van de wapenwet van 2006" (nr. 7786)

- mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de niet-vernietigde wapens in sommige politiezones" (nr. 7826)

- mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de minister van Justitie in geval van niet-naleving van de beslissingstermijnen door de gouverneurs" (nr. 7827)

15.01 André Frédéric (PS): Madame la présidente, je remercie les collègues de nous laisser la priorité. Il est vrai que le Comité P se réunit à 12.30 heures à la demande du président de la Chambre et je souhaite être à l'heure.

Monsieur le ministre, je me permets de revenir sur cette loi de 2006 relative aux armes, que nous avons votée à la quasi-unanimité de cette assemblée, qui a été modifiée juste avant les vacances parlementaires et qui a appelé un certain nombre de réactions.

J'avais eu l'occasion de déposer une question écrite à laquelle j'ai reçu une réponse avant hier, je pense. Il y a donc eu collision avec le dépôt de ma question orale. Je vais donc modifier quelque peu le texte. Veuillez m'en excuser.

Je vous interrogeais par écrit sur la problématique de la restitution des armes. Les gens qui, respectant la loi de 2006, ont déposé leurs armes auront-ils la possibilité de récupérer celles-ci? Cette question est fondamentale.

Vous m'avez répondu que les armes qui avaient été mises en dépôt chez un armurier ou à la police pouvaient être récupérées. Vous répondez donc à une partie de ma question, confirmant par là même une réponse que vous m'aviez déjà adressée en mars dernier d'ailleurs. Un problème persiste cependant concernant les gens qui ont fait ce qu'on appelle une cession volontaire d'armes.

On sait dans quel contexte et dans quel état d'esprit les gens se sont rendus dans les bureaux de police. La notion même de cession volontaire a été fortement critiquée; en fait, les gens ont eu tellement peur, qu'ils ont signé à peu près n'importe quoi.

Ces personnes qui ont respecté la loi en effectuant une cession volontaire, qui sont d'honnêtes citoyens, souhaitent aujourd'hui récupérer leurs armes. Pourtant on leur répond que seuls ceux qui ont mis en dépôt peuvent le faire.

Je sais que certaines de ces armes ont été détruites, comme le prévoyait la loi susvisée, mais je sais aussi qu'il reste un nombre important d'armes "cédées volontairement" dans les commissariats. Selon moi, le bon sens voudrait, monsieur le ministre, qu'on donne des directives aux gouverneurs et aux zones de police pour que ces honnêtes citoyens puissent récupérer leurs biens.

15.02 Jacqueline Galant (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, je me tourne à nouveau vers vous. En effet, je vous avais déjà questionné sur le sujet et vous m'aviez à l'époque renvoyée vers le ministre Dewael, qui me renvoie à son tour vers vous.

En réponse à une question que je vous avais adressée concernant les armes non détruites dans certaines zones de police, vous m'aviez répondu que ces armes pouvaient être récupérées – comme vient de le dire mon collègue – pour autant qu'elles aient été mises en dépôt à la police locale ou auprès d'armuriers agréés. Vous ajoutiez que les armes qui ont été abandonnées et détruites en application de la loi, telle que cette dernière était rédigée avant sa récente modification, ne sont évidemment pas concernées. Si elles ont été détruites, on ne sait évidemment pas les rendre.

Comme vous le savez très certainement, les services de police et les services provinciaux des armes ont fait signer, parfois sous la contrainte, un formulaire d'abandon à la plupart des personnes qui n'entraient pas dans les conditions de détention prévues par la loi "Onkelinx". Désormais, à la suite des modifications entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2008, nombreuses sont celles qui pourraient introduire une demande d'autorisation de détention sans munition et l'obtenir.

Or, si je m'en tiens à votre réponse, ces personnes ne pourraient récupérer leurs armes car on les a invitées de manière insistante, voire contraignante, à signer un formulaire d'abandon. Il est fort probable que ces personnes n'ont pas été informées de la possibilité de confier leurs armes en dépôt aux services de police.

Si je comprends bien votre réponse, toutes ces personnes ne pourraient pas récupérer ces armes, alors

qu'elles pourraient les détenir en vertu des modifications. Ce faisant, concrètement, on ne donne pas la possibilité à ces personnes de conserver, dans leur patrimoine, une arme qui était détenue légalement auparavant comme le souhaite la Cour constitutionnelle. Cette interprétation de réponse est-elle correcte?

En jouant sur les mots "dépôt" et "abandon", j'ai l'impression que finalement, l'intention réelle est de ne pas rendre ces armes aux personnes souhaitant bénéficier de la possibilité de détenir une arme sans munition après avoir obtenu l'autorisation.

Dans votre réponse, vous laissiez entendre qu'il revenait au ministre de l'Intérieur d'adresser une circulaire aux services provinciaux et aux services de police pour leur indiquer qu'il était autorisé de rendre leurs armes aux propriétaires. Étant entendu que, dans l'attente de la décision de délivrer ou non l'autorisation conformément aux dispositions de la loi, la demande d'autorisation vaut autorisation provisoire. Renseignements pris auprès du ministre de l'Intérieur, il apparaît qu'il vous revient d'adresser cette circulaire. Monsieur le ministre, où en est la répartition des compétences dans cette matière? Qui doit faire cette fameuse circulaire?

Je souhaite également attirer votre attention sur les délais de traitement des demandes d'autorisation de détention d'une arme à feu par les services du gouverneur et, plus spécifiquement, du gouverneur de la province du Hainaut.

L'article 31 de la loi du 8 juin 2008 réglant les activités économiques et individuelles avec des armes prévoit explicitement que le gouverneur doit se prononcer sur les demandes d'autorisation dans les quatre mois de la réception de celles-ci. Une prolongation peut être accordée qu'une seule fois et elle ne peut excéder six mois. Cet article précise encore que, sous peine de nullité, les délais dans lesquels les gouverneurs sont tenus de prendre une décision ne peuvent être prolongés que par une décision motivée.

L'article 30 de la loi prévoit encore qu'un recours est ouvert auprès du ministre de la Justice ou de son délégué, en l'absence de décision du gouverneur.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête motivée doit être adressée sous pli recommandé au service fédéral des armes, au plus tard quinze jours après avoir constaté l'absence de décision dans les délais visés à l'article 31 ou après avoir eu connaissance de la décision du gouverneur, accompagnée d'une copie de la décision attaquée. La décision est rendue dans les six mois de la réception de la requête.

Je voudrais illustrer la situation de la province du Hainaut par un cas concret qui m'a été soumis par un citoyen. Ce dernier a introduit une demande d'autorisation en date du 18 mai 2007. Aujourd'hui, sa demande n'a toujours pas été traitée.

Force est de constater que nous sommes très loin du délai de quatre mois, voire du délai de 10 mois, en cas de renouvellement comme prévu par l'article 31 de la loi sur les armes.

Renseignements pris auprès du ministre de l'Intérieur, il apparaît qu'il revient au ministre de la Justice de fournir les réponses à mes questions, qui sont les suivantes:

1. À l'occasion du renouvellement prolongeant le délai dans lequel le gouverneur doit rendre sa décision, un courrier est-il envoyé au demandeur expliquant clairement les motivations de la prolongation du délai?
2. Ne conviendrait-il pas d'indiquer explicitement dans ces courriers que le demandeur peut introduire un recours auprès du ministre de la Justice en cas d'absence de décision du gouverneur dans les délais visés?
3. Plusieurs citoyens m'ont fait part d'informations qui leur ont été données par les services de police. J'ai vu les documents. Il est très préoccupant de constater que les services en charge de l'application de la loi sur les armes ignorent la portée des dispositions légales qu'ils sont chargés d'appliquer. Les modifications apportées à la loi étaient attendues et ont été adoptées à une très large majorité. La date du 31 octobre 2008, qui est importante pour les personnes qui souhaitent conserver et donc régulariser leurs armes est fort proche. Or, ces personnes risquent d'être privées de cette possibilité en raison de la méconnaissance des dispositions légales par les services de police et les services provinciaux. Il est donc impératif et urgent d'adresser une circulaire claire à ces services. Si ce n'est pas le cas, vos services risquent de donner l'impression de ne pas vouloir appliquer correctement la loi votée en juillet. Une circulaire a-t-elle été envoyée aux responsables des services armes provinciaux et aux zones de police? Si oui, quand et comment? Sinon, quand et comment le ministre de la Justice compte-t-il le faire vu l'extrême brièveté des délais?

15.03 Jo Vandeuren, ministre: Madame la présidente, je vais d'abord faire une remarque générale. S'il y a des problèmes spécifiques ou généraux urgents et dont il faut discuter, je vous invite à contacter à tout moment les collaborateurs de mon cabinet pour voir ce qu'il y a lieu de faire.

Le fait d'introduire une question parlementaire appelle une réponse formelle et je ne pense pas que ce soit la bonne manière de résoudre des problèmes de terrain, que je ne nie pas, mais pour lesquels la recherche d'une solution est plus aisée dans un autre contexte. Tout le monde est convaincu qu'il faut résoudre les problèmes qui se posent. Je constate qu'il y a beaucoup de questions parlementaires à ce sujet et, à mon avis, mieux vaut avoir une concertation, tout en sachant que les dernières adaptations de la loi étaient une initiative parlementaire. Il faut donc se mettre autour de la table pour voir s'il y a encore des choses à régler.

Je vous livre maintenant la réponse du SPF Justice.

Je voudrais d'abord apporter une précision en ce qui concerne la détention passive reconnue à l'article 11.1 de la loi sur les armes. Pour se prévaloir de cet article, il ne suffit pas que les demandeurs qui introduisent une demande de détention sans munitions agissent dans les deux mois de l'entrée en vigueur de la loi. Il faut encore que les demandeurs prouvent, par toutes voies de droit, que l'arme faisait légalement partie de son patrimoine avant le 9 juin 2006. Je ne peux que confirmer ce que j'ai déjà dit, les armes qui ont été abandonnées doivent être détruites et les armes qui ont été données en dépôt peuvent être récupérées par leur propriétaire à condition que celui-ci ait obtenu l'autorisation nécessaire de la part du gouverneur.

Je vise ainsi les armes mises en dépôt auprès d'armuriers agréés ou de la police. Dans chaque cas, la police a dû établir un document pour acter la décision de l'intéressé: abandon volontaire ou dépôt. Les personnes qui prétendent avoir fait abandon de leurs armes sous la pression ne peuvent faire valoir aucun droit car elles ont signé une déclaration d'abandon qui leur fait perdre la propriété des armes. Elles sont censées être responsables de leurs actes.

Je comprends que certaines personnes regrettent vivement d'avoir abandonné leurs armes mais il ne faut pas oublier que la détention passive d'armes dans le cadre de la conservation du patrimoine n'est devenue possible qu'à partir de décembre 2007, suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

Avant ce moment, il fallait respecter et appliquer la loi telle qu'elle était libellée.

L'application de l'article 44 de la loi sur les armes qui organise la période transitoire me semble claire et ne pose pas de problème. La demande d'autorisation provisoire, la demande de détention sans munitions doivent être introduites dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'article, à savoir au plus tard le 1^{er} novembre 2008.

Depuis la décision de la Cour constitutionnelle du 19 décembre 2007, les gouverneurs reçoivent des demandes de détention passive. La façon dont ces dossiers doivent être traités est réglée lors de réunions mensuelles entre les services des gouverneurs et le service fédéral des armes qui assure l'uniformité de l'application de la loi. En fait, il ne me paraît pas nécessaire d'adresser une circulaire aux gouverneurs à ce sujet: les services des gouverneurs savent bien comment il faut appliquer la loi.

En réponse à Mme Galant sur la possibilité d'introduire un recours auprès du ministre de la Justice en cas de délais de décision non respectés par les gouverneurs, je peux vous communiquer ce qui suit. Avant de répondre aux questions concrètes, il faut apporter quelques précisions sur le thème du fonctionnement des services provinciaux des armes. Presque tous ces services souffrent d'un manque de personnel et de retards explicables. Ce n'est qu'après le vote de la nouvelle loi sur les armes et son entrée en vigueur immédiate qu'il a été possible d'engager du personnel supplémentaire. Ce personnel a dû être formé et entre-temps, un grand nombre de demandes avaient déjà été introduites.

Les services provinciaux ont donc entamé leur travail avec un retard structurel. En outre, la plupart d'entre eux ne disposent toujours pas du personnel nécessaire à un suivi efficace des dossiers. Le service fédéral des armes a donné des instructions portant sur la priorité à donner aux dossiers comportant de nouvelles demandes. Les demandes de renouvellement d'autorisations existantes ne sont pas urgentes vu que dans ces cas, la demande vaut autorisation provisoire.

Un autre problème d'ordre général est que les gouverneurs ne peuvent pas prendre de décisions sans avoir reçu l'avis de la police locale. Malheureusement, dans beaucoup de cas, la police locale n'arrive pas à

rendre son avis dans le délai imparti. Si tel est le cas, un recours auprès de mon service n'apportera aucun gain de temps vu que celui-ci doit également obtenir l'avis de la police locale. L'introduction d'un recours, dans ce cas, fait perdre à l'intéressé la possibilité d'un recours contre la décision sur le fond de sa demande. Ce n'est donc pas toujours une bonne idée d'introduire un recours contre une absence de décision et mon service informe l'intéressé qu'il a intérêt à patienter.

Cela dit, le problème des retards ne se pose pas partout dans la même mesure; en Hainaut, par exemple, il est plus grave qu'ailleurs.

Cela s'explique partiellement par le très grand nombre de détenteurs d'armes dans cette province, surtout par rapport au personnel que le gouvernement a reçu pour traiter les dossiers. Le service concerné explique les retards dans ce traitement par la lenteur avec laquelle les avis de la police locale sont reçus. C'était le cas dans quelques dossiers de recours que le service fédéral des armes a reçus; dès lors, ces recours n'avaient aucune utilité pratique.

En ce qui concerne vos questions spécifiques, le prolongement du délai de traitement doit être signalé à l'intéressé par une lettre motivée; telle n'est malheureusement pas la pratique dans toutes les provinces. Il est envisageable de faire mention de la possibilité de recours contre l'absence de décision dans un délai légal, mais pour les raisons invoquées ci-dessus, je ne suis pas convaincu de l'opportunité d'une telle démarche. Dans la majorité des cas, nous risquons simplement de déplacer le problème.

Les services du gouvernement ont tous été informés des modifications légales et ont tous pu poser des questions pratiques à ce sujet, ce qui a été fait d'ailleurs dans une très large mesure. Ils ont tous, comme d'habitude, reçu des rapports de réunion de concertation avec le service fédéral des armes. Ces rapports ont, dans la pratique, la même valeur qu'une circulaire. En principe, les services provinciaux disposent tous des mêmes instructions et appliquent la loi d'une manière uniforme. Si des pratiques divergentes sont quand même signalées au service fédéral des armes, ils abordent le sujet aux réunions de concertation. Une circulaire formelle n'est donc pas nécessaire pour les gouverneurs en attendant la refonte complète de la circulaire coordonnée de 1995, lorsque tous les arrêtés d'exécution seront sortis.

Pour les services de police, il semble exister un problème dans certaines provinces où les gouverneurs n'organisent pas ou pas assez souvent des réunions d'information pour leurs zones de police. Le service fédéral des armes a pourtant déjà insisté sur la nécessité de cette répercussion des informations.

15.04 André Frédéric (PS): Monsieur le ministre, je voudrais d'abord vous remercier pour votre ouverture. Nous avons pris le temps d'apporter les modifications en question, en très bonne collaboration avec votre cabinet. Je n'ai nullement l'intention de critiquer.

À titre personnel, je continue à penser qu'il reste un problème de bon sens. Si quelqu'un, "sous la contrainte", a cédé volontairement une arme et que celle-ci n'a pas été détruite, pourquoi ne peut-on pas la lui rendre? Cela ne concerne évidemment pas la majorité des armes, qui ont été détruites.

Il serait utile de rédiger une circulaire explicite. Car dans ma région, des communiqués qui contiennent des consignes différentes sont publiés par les zones de police dans les journaux gratuits. Vous n'imaginez pas le cirque qui est fait à ce sujet! Je me mets à votre entière disposition pour continuer à collaborer et faire avancer les choses.

15.05 Jacqueline Galant (MR): Comme mon collègue, je ne suis pas là dans un but négatif. Dans la zone de police que je préside, les armes n'ont pas été détruites. Mais mon chef de zone ne veut rien décider tant qu'il n'a pas reçu une information concrète. Les honnêtes gens qui ont remis leurs armes pour respecter la loi savent que celle-ci a changé maintenant et qu'ils pourraient les récupérer. Entre abandonner et mettre en dépôt, on joue sur les mots.

La province du Hainaut utilise encore les anciens formulaires où la détention sans munitions figure dans les motifs légitimes. M. Monfils a écrit une lettre incendiaire au gouverneur pour lui dire de rectifier ses documents. Comme le dit M. Frédéric, il faut donner des consignes claires. Je comprends que vous ne vouliez pas écrire une circulaire pour ne pas vous mettre en défaut par rapport aux zones qui auraient détruit leurs armes. Mais il faut absolument donner une information avant le 31 octobre pour que les chefs de zone acceptent de rendre les armes qui n'ont pas été détruites aux personnes qui les détenaient légalement avant l'entrée en vigueur de la loi.

15.06 Jo Vandeurzen, ministre: Mon collaborateur prendra contact avec vous dans les jours prochains.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

16 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de verwachte behandeling van een zaak voor het Hof van Assisen te Tongeren waarbij een verdachte in een moordzaak op vrije voeten werd gesteld" (nr. 7675)

16 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le traitement attendu, devant la Cour d'assises de Tongres, d'une affaire dans le cadre de laquelle une personne suspectée de meurtre a été remise en liberté" (n° 7675)

16.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, het is niet mijn bedoeling te interfereren met het principe van de scheiding der machten. Ik weet dat er op het vlak van Justitie weinig gedaan kan worden aan deze kwestie.

In Tongeren is een moordverdachte op vrije voeten gesteld door een blunder van iemand bij het gerecht. Die zaak blijft in behandeling, blijft aanslepen en komt niet voor het hof van assisen. Intussen loopt die man vrij rond. Ik weet niet of hij in Tongeren vrij rondloopt, maar in elk geval druist dat tegen het rechtsgevoel in.

Werd in Tongeren inmiddels iemand al op zijn verantwoordelijkheid gewezen, eventueel via een tuchtsanctie gezien de blunder die hier is gebeurd? Dat is adding insult to injury van de nabestaanden van het slachtoffer.

Werd iemand voor de verantwoordelijkheid geplaatst door de korpschef of door wie dan ook omwille van de blunder die is gebeurd?

16.02 Minister Jo Vandeurzen: Mevrouw de voorzitter, deze vraag heeft betrekking op een zaak behandeld door het parket van Tongeren. Daarbij diende een verdachte, in verdenking gesteld van moord, in vrijheid te worden gesteld, hoewel zowel de Kamer van Inbeschuldigingstelling als het Hof van Cassatie een verzoek tot invrijheidsstelling hadden verworpen.

Na het cassatiearrest tot verwerping werd de zaak echter niet binnen de vijftien dagen gebracht voor de raadkamer voor bevestiging van het aanhoudingsmandaat.

Zoals ik al uitgebreid heb toegelicht naar aanleiding van een vorige vraag, betrof het hier geenszins een lacune in de wetgeving, maar gaat het om een menselijke fout begaan in Tongeren door de mensen die instaan voor de oproepingen voor de raadkamer.

Ik stel vast dat in de huidige parlementaire vraag informatie wordt gevraagd over het verdere verloop van de huidige zaak. Dat is geen beleidsmatige kwestie die aan de orde is. Op 23 september 2008 werd de zaak opgeroepen voor de raadkamer regeling van de rechtspleging, meer bepaald de vordering van het parket om het dossier over te leggen aan de procureur-generaal met het oog op de indiening ervan bij de kamer van inbeschuldigingstelling voor de verwijzing naar het hof van assisen.

De verdachte heeft echter in het kader van de wet-Franchimont bijkomende onderzoekshandelingen gevraagd, hetgeen zijn recht op verdediging toelaat. Om die reden heeft de raadkamer geen uitspraak gedaan en wordt nu bijkomend onderzoek gevoerd over het gevraagde.

Het dossier blijft dus niet aanslepen, maar krijgt een normale afhandeling in het licht van de rechten van verdediging.

De onderzoeksrechter heeft zeker de bedoeling het dossier kort op te volgen en, zoals gesteld, is ook de vordering van het parket in feite reeds voorliggend, behalve dat moet worden gewacht op de resultaten van het bijkomend onderzoek.

Over een datum van behandeling voor het hof van assisen kan nog geen uitspraak worden gedaan. Het parket-generaal verzekerde mij dat het de bedoeling is dit dossier zo snel mogelijk naar het hof van assisen te brengen.

De procureur des Konings van Tongeren en zijn medewerkers betreuren uiteraard de wijze waarop de vrijlating tot stand is gekomen. De procureur heeft ter zake ook een bespreking gehad met de onderzoeksrechter en zijn griffier en meent ervan te mogen uitgaan dat een dergelijke fout niet meer zal worden gemaakt.

Men heeft mij meegedeeld dat er geen tuchtonderzoek werd opgestart tegen de onderzoeksrechter. De verantwoordelijkheid van de enige parketmagistraat is niet aan de orde, aangezien de oproeping voor de raadkamer niet door het parket wordt gedaan.

16.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, het is uiteraard moeilijk om daarover uitspraken te doen, maar in onze maatschappij is het toch de gewoonte dat, wanneer er een fout gebeurt en het een zware fout is – dat is het in dit geval –, iemand voor zijn verantwoordelijkheid wordt geplaatst. Ik betreur dat het niet is gebeurd.

In Tongeren is er blijkbaar van alles aan de hand, ook bij de politie. Men heeft onlangs iemand bij het parket in verdenking gesteld, omdat er pv's zouden verdwenen zijn. Ik heb trouwens eens een brief naar u geschreven over een bepaalde zaak. Die had betrekking op een aantal verdwenen pv's. In Tongeren is er dus van alles aan de hand. Ik hoop ook dat ik op die brief nog eens een antwoord zal krijgen. Uw diensten zullen er wel mee bezig zijn. Het is een punctuele zaak met betrekking tot verdwenen processen-verbaal. Als ik daarop een antwoord krijg, kan ik later nog terugkomen op de medewerker van het parket die in verdenking is gesteld voor het laten verdwijnen van pv's. Ik kan u dan vragen of de betrokkene er werkelijk iets mee te maken heeft of niet.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.41 uur.
La réunion publique de commission est levée à 12.41 heures.*